

**POUR VENDRE LOUER ACHETER**  
LES ANNONCES CLASSÉES  
**647-3311**

**CASTLE**  
la haute fidélité  
**rotac**  
électronique inc.  
2873, chemin Sainte-Foy  
653-7768

JEUDI 25 FÉVRIER 1993

QUÉBEC, 97<sup>e</sup> ANNÉE, NO 58  
50 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVQ 0.30 4.04

MONTRÉAL-OTTAWA 60c Plus TPS TVQ

50c Plus TPS TVQ

## 10 pages

- Chrétien : la grande bataille n'aura pas lieu **page A-2**
- Un seul imprévu dans le scénario **page A-3**
- Ryan : une perte importante pour le Québec **page A-4**
- Son rêve l'a mené à une côte insurmontable **page A-5**
- Bill Clinton lui dit bonne chance **page A-10**
- Éditorial : le Québec perd un allié **page A-12**
- Les marchés financiers réagissent bien **page B-12**

## Un Grammy pour Céline

Céline Dion a remporté un Grammy hier pour sa chanson « Beauty and the Beast », en duo avec Peabo Bryson. « C'est un rêve qui se réalise », a déclaré la chanteuse québécoise



immédiatement après avoir reçu son prix. Dans la catégorie « Duo ou groupe pop vocal de l'année », elle était en nomination avec des artistes comme Genesis, George Michael, Elton John et Prince, notamment. Céline Dion a déclaré qu'elle ne s'attendait pas à gagner justement parce qu'il s'agissait d'« artistes fabuleux ». **B-7**

### L'INDEX

Annonces classées	C-2 à C-6
Arts	B-6 et B-7
Bridge	C-6
Décès	C-6 et C-7
Économie	B-8 à B-12
Éditorial	A-12
Horoscope	C-6
Les idées du jour	A-13
Le monde	C-1
Où aller à Québec	B-6
Une place au SOLEIL	B-2
Québec et l'Est	B-1 et B-2

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-13
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Mots croisés / mystère	S-14

### LA MÉTÉO

**Aujourd'hui:** Quelques nuages, venteux et froid, max. -12, min. -23.



**Demain:** Possibilité de chute de neige en après-midi, max. -11, min. -16. **S-16**



# Mulroney dit avoir fait de son mieux pour son pays « Le temps est venu de céder la place... »



« J'ai toujours tenté de faire ce que je croyais bon pour le Canada à long terme... », a dit Brian Mulroney.

## Le successeur choisi à la mi-juin Pas de champion désigné

OTTAWA — La succession de Brian Mulroney sera vraisemblablement décidée dans la soirée du samedi 12 juin, entre une bonne demi-douzaine de candidats, tous issus du présent cabinet fédéral.

se au moment des Fêtes mais il a vite comblé son retard. En fait, il s'est abondamment servi de ses tribunes de ministre et de responsable du Secrétariat à la

prospérité, pour mousser sa campagne. Candidat en 1984, il a largement contribué à la victoire de Mulroney après s'être rallié à lui. C'est lui qui, de tous les anglophones, éprouve le plus de difficultés en français.

considéré comme l'enfant chéri de l'Ontario traditionnel, n'est pas encore dans la course. Il lui manque beaucoup de charisme mais il ne commet pas d'erreur. Aux Communications actuellement, il n'y a pas fait plus d'éclat qu'à la Défense ou à la Santé.

■ Perrin Beatty, longtemps

OTTAWA — Fort de la certitude qu'il légue à son successeur un parti riche, bien organisé, solidement implanté au Québec et donc en mesure de maintenir les conservateurs au pouvoir, Brian Mulroney a confirmé sa démission, hier matin.

par PIERRE-PAUL NOREAU  
LE SOLEIL

« Après bientôt dix ans à la tête du parti et huit ans comme premier ministre, le moment est venu pour moi de céder la place. J'ai servi de mon mieux mon pays et mon parti, et j'anticipe déjà le vent de renouveau et la vague d'enthousiasme que suscite immanquablement l'avènement d'un nouveau chef », a-t-il expliqué en conférence de presse.

M. Mulroney conservera son poste de premier ministre jusqu'à la nomination de son successeur vers la mi-juin, tout en restant totalement à l'écart de cette course. Il demeurera ensuite député jusqu'aux prochaines élections, maintenant reportées à l'automne. Sans avoir de projet précis d'avenir, il entend tout au moins déménager sa famille à Montréal en quittant la résidence officielle du 24 Sussex.

Hier, c'est en insistant sur sa dimension d'homme de parti qu'il a fait sa sortie. Il a ainsi longuement insisté sur l'avantage que va conférer à son successeur la possibilité d'occuper quelque temps le fauteuil de premier ministre. Cette façon de faire, explique d'ailleurs en bonne partie selon lui, les succès électoraux des libéraux dans le passé.

« L'absence de cette tradition dans notre parti nous a nuï, et explique bon nombre des difficultés que nous avons éprouvées », a-t-il indiqué.

Le premier ministre a de même vigoureusement défendu son bilan, hier. « Qu'il s'agisse de libre-échange, de la réforme fiscale, de la TPS (taxe sur les produits et services), des privatisations, de la réduction du déficit, de la lutte contre l'inflation ou de la baisse des taux d'intérêt, nous avons pris les décisions difficiles qui s'imposaient et nous commençons à en recueillir les fruits. »

D'autre part, de ces huit années de pouvoir, Clyde Wells demeure le responsable de son plus mauvais souvenir. M. Mulroney n'a pas caché son amertume à l'endroit du premier ministre de Terre-Neuve qui n'a pas respecté son engagement de soumettre l'entente du lac Meech à son assemblée législative.

« Je n'aurais aujourd'hui aucun reproche à faire si ça avait été soumis au vote et battu. C'est la vie démocratique. De la même façon que je n'ai rien à redire du résultat du vote des Canadiens lors du référendum sur l'Accord de Charlottetown. »

L'échec de Meech a en fait retardé sa démission qu'il avait prévue pour l'automne 1990, a révélé M. Mulroney, qui aura 54 ans le mois prochain. Une succession de crises, notamment celles d'Oka, de la maladie de Robert Bourassa, de l'invasion du Koweït et de la TPS, a-t-il plaidé, l'ont finalement forcé à attendre jusqu'à aujourd'hui.

Son annonce officielle lors de la rencontre avec le caucus conservateur a d'ailleurs suscité beaucoup d'émotion, plusieurs députés quittant la rencontre les yeux rouges et la mine basse.

par MICHEL VASTEL  
LE SOLEIL

Contrairement aux précédentes campagnes des libéraux en 1984 et en 1990, et des conservateurs en 1983, il n'y a pas de champion désigné qui émerge du peloton : pas de Turner, ni de Chrétien, ni de Mulroney.

La campagne se présente plutôt comme celle de 1976 : elle s'est terminée par une lutte serrée entre deux Québécois (Mulroney et Wagner) qu'un troisième larron, Joe Clark, est venu coiffer au poteau.

Cette fois, c'est un Québécois, Jean Charest (Environnement) qui pourrait décider de la victoire entre Kim Campbell (Justice) et Michael Wilson (Commerce extérieur). Huit noms circulent déjà mais en fait, seulement cinq prétendants ont commencé officiellement à se bâtir une organisation :

■ Kim Campbell a vite émergé comme la prétendante officielle, d'autant plus que Mulroney a souligné ses qualités le 4 janvier dernier, lors de sa mutation à la Défense nationale. Elle n'est dans le Parti conservateur que depuis cinq ans mais elle a une bonne expérience de la politique, avec les créditistes de Colombie-Britannique, et elle a même participé à une campagne au leadership au terme de laquelle elle avait terminé au dernier rang, contre Bill Vander Zalm. Gilles Loiselle est un de ses appuis importants.

■ Michael Wilson s'est « officiellement » lancé dans la cour-



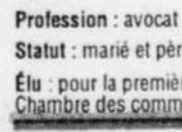
### Kim Campbell

• ministre de la Défense  
• députée de Vancouver Centre

Né : le 10 mars 1947 à Port Alberni, Colombie-Britannique

Profession : avocate  
Statut : séparée sans enfant

Élu : pour la première fois à la Chambre des communes en 1988



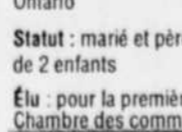
### Jean Charest

• ministre de l'Environnement  
• député de Sherbrooke

Né : le 24 juin 1958 à Sherbrooke, Québec

Profession : avocat  
Statut : marié et père de 3 enfants

Élu : pour la première fois à la Chambre des communes en 1984



### Michael Wilson

• min. de l'Industrie et Commerce extérieur  
• dépt. de Etobicoke Ctr

Né : le 4 novembre 1937 à Toronto, Ontario

Profession : homme d'affaires  
Statut : marié et père de 3 enfants

Élu : pour la première fois à la Chambre des communes en 1979



### Perrin Beatty

• min. des Communica.  
• député de Wellington-Grey-Dufferin-Simcoe

Né : le 1er juin 1950 à Toronto, Ontario

Statut : marié et père de 2 enfants

Élu : pour la première fois à la Chambre des communes en 1972

## Les candidats à la succession de Brian Mulroney



### Benoît Bouchard

• ministre de la Santé et Bien-être social  
• député de Roberval

Né : le 16 avril 1940 à Roberval, Québec

Profession : professeur  
Statut : marié et père de 3 enfants

Élu : pour la première fois à la Chambre des communes en 1984



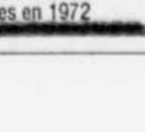
### Joe Clark

• ministre des Affaires constitutionnelles  
• député de Yellowhead

Né : le 5 juin 1939 à High River, Alberta

Profession : professeur  
Statut : marié et père d'un enfant

Élu : pour la première fois à la Chambre des communes en 1972



### Bar. McDougall

• secrétaire d'État aux Affaires extérieures  
• députée de St. Paul's

Né : le 12 novembre 1937 à Toronto, Ontario

Profession : analyste financière agréée  
Statut : veuve

Élu : pour la première fois à la Chambre des communes en 1984



### Bernard Valcourt

• min. Emploi et Immi.  
• député de Madawaska-Victoria

Né : le 18 février 1952 à Saint-Quentin, Nouveau-Brunswick

Profession : avocat  
Statut : père de deux enfants

Élu : pour la première fois à la Chambre des communes en 1984

■ Jean Charest « va surprendre », disent de lui des cadres du parti qui voient en lui le chef de l'an 2000. Trop jeune pour assurer un intérim de chef de l'opposition, il cherche à « se positionner ». En fait, on s'attend à ce qu'il finisse bon troisième ou même deuxième, et qu'il devienne ainsi l'homme puissant du Québec. Il a beaucoup d'appuis parmi les anglophones du Québec qui ont mis Brian Mulroney au pouvoir.

■ Barbara McDougall (Affaires extérieures) aurait été la candidate de la « Big Blue Machine » il y a trois ans. Mais son passage aux Affaires extérieures a été difficile et des drames familiaux l'ont amenée à réfléchir sur la futilité de la vie publique.

■ On parle aussi d'un retour, très hypothétique, de Joe Clark. En fait, contrairement à Robert Bourassa en 1985, il n'y tient pas mais se laisserait convaincre si le parti le lui demandait. Improbable tant que Brian Mulroney veille au grain !

■ Benoît Bouchard s'est montré excédé hier qu'on décide un peu vite que « c'est le tour d'un anglophone ». Il a donc déclaré qu'il était de son devoir, comme celui de tout Québécois, de réfléchir à sa candidature. « Il n'y a eu qu'un seul chef québécois dans ce parti en 125 ans, un deuxième ne serait pas de trop ! ».

■ Bernard Valcourt, enfin, pourrait être un candidat « régional » pour les provinces de l'Est. Il y pense sérieusement mais, faute d'organisation, il a peu d'appuis dans le parti, et encore moins d'argent.

## LA DÉMISSION DE MULRONEY

«Nous en rêvions», dit Jean Chrétien

## La grande bataille n'aura pas lieu

OTTAWA — La grande confrontation Mulroney-Chrétien n'aura finalement pas lieu. Les vieux ennemis libéral et conservateur l'ont publiquement regretté hier.

textes de PIERRE-PAUL NOREAU  
LE SOLEIL

«Même si le premier ministre et moi rêvions depuis des années d'entreprendre la grande bataille, elle demeurera toujours entre les mains de ceux qui spéculeront. On n'aura pas eu d'occasion de la faire», a lancé hier Jean Chrétien, après avoir salué les efforts de démissionnaire pour le mieux-être de son parti, de son comté et de son pays.

Le dirigeant libéral savait pourtant qu'en conférence de presse, M. Mulroney avait été tranchant à son endroit. «Je n'ai aucune hésitation à vous dire que j'aurais pu passer à travers M. Chrétien à l'occasion des prochaines élections», avait martelé le chef conservateur en avant-midi. En fait, la situation reflétait le ton doux-amer de l'ensemble des réactions qui ont suivi l'annonce officielle du départ du premier ministre conservateur.

Aux Communes, où M. Mulroney a été longuement applaudi en après-midi par les deux côtés de la Chambre, les commentaires ont été positifs. M. Chrétien a ainsi reconnu qu'il était extrêmement difficile de réussir à obtenir deux majorités d'affilée comme l'avait fait M. Mulroney, dont il a aussi souligné les qualités de bagarreur. **Une seule qualité... partir**

De son côté, la chef néo-démocrate Audrey McLaughlin a reconnu les qualités humaines de M. Mulroney, reconnaissant qu'il avait toujours agi avec fierté et dignité. À l'extérieur cependant, elle le rendait responsable d'un désastre. «Nous connaissons un taux de chômage record, un taux de faillite des entreprises et des individus record, il est à l'origine de la TPS, et aussi du libre-échange, la plus grave erreur d'un gouvernement canadien pour les intérêts du pays», dénonçait-elle sans ménagement.

Dans la même veine, la chef libérale ajoutée, Sheila Copps ne trouvait qu'une seule qualité à M. Mulroney, soit la sagesse de sa décision de partir, multipliant d'autre part les critiques sur son passage à la tête du gouvernement.

**Les vœux de Bouchard**

Lucien Bouchard de son côté a souhaité bonne chance à son ex-ami. «La dominante de sa

**Blais: «Je suis sonné»**

OTTAWA — Le ministre Pierre Blais a été sonné par l'annonce de la démission de son chef, lui qui était convaincu que Brian Mulroney allait les mener à la victoire aux prochaines élections.

«Je suis triste», a laissé tomber, la voix brisée, le ministre de la Justice et coprésident de la campagne électorale du Parti conservateur. Je suis complètement sonné.»

M. Blais, convoqué au 24 Sussex hier matin, soutient n'avoir jamais cru jusque là que son premier ministre allait céder sa place, respectant en cela sa promesse de ne faire que deux mandats à la tête du gouvernement canadien.

Le ministre responsable de la région de Québec a souligné hier les grandes qualités de leadership du député de Charlevoix, et tout particulièrement la relation très particulière qu'il savait entretenir avec chacun de ses collègues. «À cause du prisme des médias, il est difficile pour les gens de saisir toute la chaleur de cet homme-là.»

Le ministre responsable de la région de Québec ne croit pas par ailleurs que le départ de M. Mulroney va miner les chances des conservateurs québécois de se faire réélire. «Je travaille avec des anglophones depuis neuf ans et ça va très bien. On a quelquefois été mieux traité par eux que par des Québécois», a-t-il conclu en citant le nom de Jean Chrétien.

Responsable avec John Tory de l'organisation du Parti conservateur à la grandeur du pays, Pierre Blais se sent maintenant la responsabilité d'assurer une transition en douceur d'une organisation huilée pour une campagne électorale et qui doit maintenant se lancer dans une course à la direction.



Au quartier général montréalais du Parti conservateur, l'organisateur Pierre Paquette semblait songeur après l'annonce du départ de Brian Mulroney.

**Les «bleus» ont-ils un avenir au Québec?**

OTTAWA — Lorsque le premier ministre Brian Mulroney a annoncé, hier, qu'il quittait son poste, tout le monde s'est posé la même question. Quel sera l'avenir du Parti progressiste-conservateur au Québec?

par MANON CORNELIER  
de la Presse canadienne

Depuis 1984, Brian Mulroney a établi une relation unique entre son parti et le Québec. Jusque là, la pendaison de Louis Riel sous le gouvernement de John A. Macdonald hantait le parti et l'empêchait de développer des racines dans la province.

Mais le 4 septembre 1984, Brian Mulroney a réussi le tour de force de former un gouvernement conservateur majoritaire en s'appuyant sur le Québec et l'Ouest. En 1988, il a répété l'exploit. Depuis John A. Macdonald, c'était une première pour un chef conservateur. En huit ans, le parti a créé des associations de comté dans toutes les circonscriptions du Québec et a recruté plus de membres que tous les autres partis.

«Peu importe ce que l'avenir nous réserve, je peux dire que l'avenir sera bâti sur les fondations, sur ce que M. Mulroney a mis en place, tant du côté du parti au Québec que du côté des politiques», indiquait hier le ministre de l'Environnement Jean Charest. Mais reste à savoir qui pourra répéter l'exploit du premier ministre Mulroney.

**Un chef anglophone ?**

«Est-ce qu'un nouveau chef anglophone pourrait convaincre les Québécois?», a demandé M. Mulroney au cours de sa conférence de presse hier. «Bien sûr, autant que moi qui ai été traité de façon formidable par les anglophones des autres provinces. Un chef anglophone qui connaît bien le Québec et qui ferait preuve de cette ouverture d'esprit pourra facilement faire preuve de leadership et convaincre les Québécois.»

Et ce n'est pas le Bloc québécois qui pourrait l'en empêcher, croient les conservateurs. «Le Bloc québécois vient de nulle part et s'en va nulle part. C'est basé sur une émotion. Les Québécois ne prendront pas ça au sérieux», a dit sans ambages le ministre Pierre Blais. «Les Québécois sont trop raisonnables pour appuyer M. (Lucien) Bouchard», a commenté la ministre de la Défense Kim Campbell.

M. Blais pense que le nouveau chef aura l'avantage de s'appuyer sur les réalisations de Brian Mulroney au Québec. C'est lui qui, en 1984, a convaincu les Québécois de le porter au pouvoir en promettant de les faire adhérer à la constitution dans «l'honneur et l'enthousiasme».

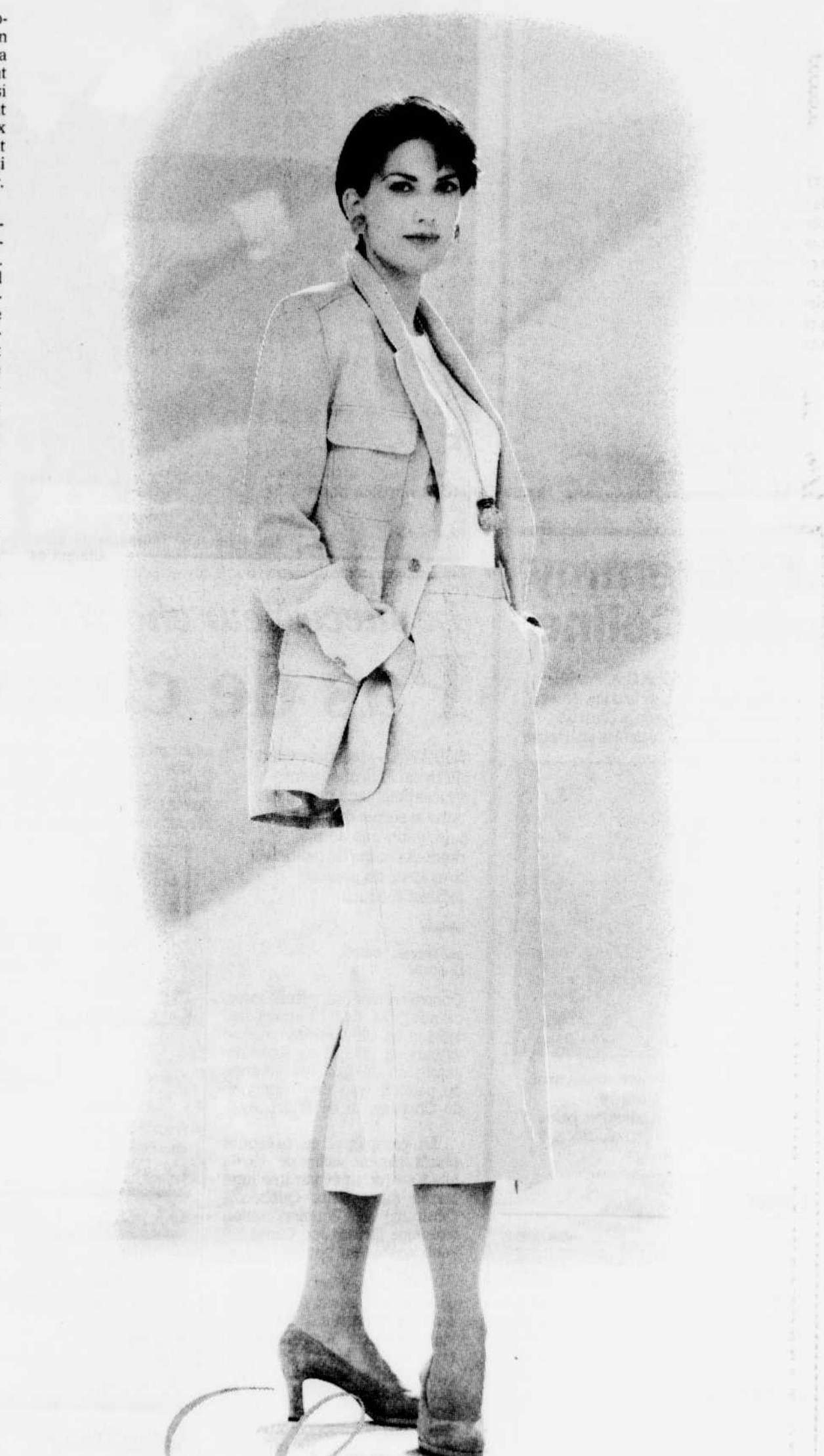
Cette promesse écrite par son ancien ami Lucien Bouchard, il a tout fait pour la réaliser. Mais neuf ans plus tard, il a perdu cet ami qui est devenu chef du Bloc québécois et a vu le «beau risque» s'effriter. «Mais les Canadiens et les Québécois savent que j'ai tenu parole», a-t-il souligné hier.

Trois fois, il a obtenu l'appui unanime des dix premiers ministres provinciaux pour reconnaître le caractère distinct de la société québécoise. Mais chaque fois, en vain. L'accord du lac Meech est mort après que deux provinces aient refusé de l'entériner en juin 1990. L'accord de Charlottetown a pour sa part été rejeté par la majorité de la population canadienne, le 26 octobre dernier, une décision démocratique qu'il respecte.

Brian Mulroney a eu davantage de succès sur le front de la coopération économique. Québec est le seul gouvernement provincial à avoir appuyé Ottawa dans les dossiers de la TPS, du libre-échange, de l'Agence spatiale et de la protection des brevets pharmaceutiques. Une entente sur l'immigration a finalement été signée, mais c'est toujours l'impasse dans le domaine de la gestion et de la formation de la main-d'œuvre.



Tout en regrettant le «forfait» de son adversaire, Jean Chrétien a salué les efforts de Brian Mulroney pour son pays.

**La veste-chemise**

toile de soie peignée, tenue, souplesse pour veste carrée nouvelle forme chemise, caractérisée par le pli rond, la languette au dos, les 4 poches plaquées, les fentes latérales. sable blond. 6 à 14... 250.00 contemporaine®.

la maison  
**simons**

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

6/49

4-5-8-10-32-39

(complémentaire)

28

EXTRA

299803

LA QUOTIDIENNE

tirage du 24-02-93

5-7-4

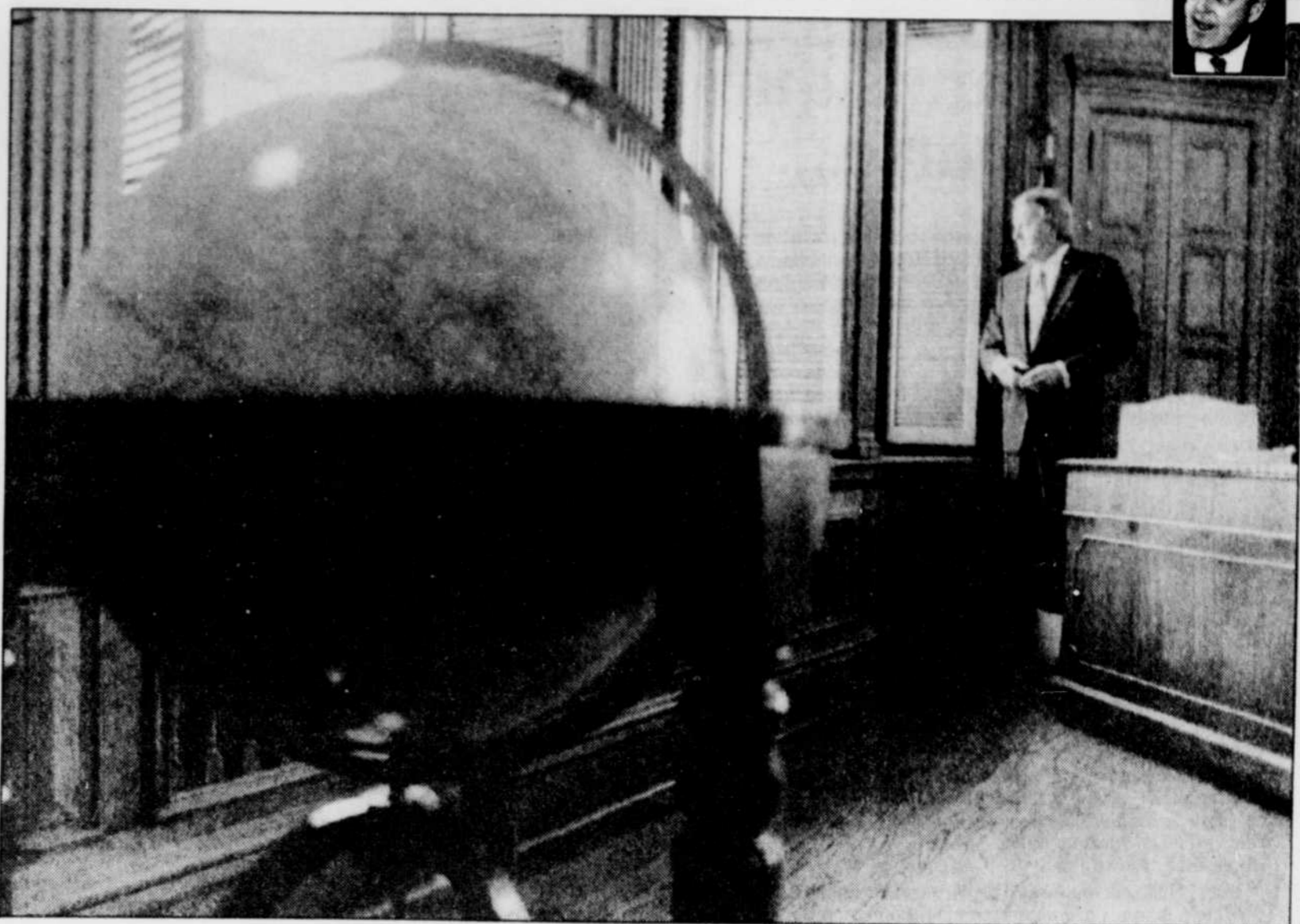
3-2-8-0



LA DÉMISSION DE MULRONEY



Mila et les enfants de Brian Mulroney cachaient mal leur tristesse lors de la conférence de presse confirmant sa démission. Même le premier ministre semblait très songeur lorsqu'il a pris un répit dans son bureau au cours de la journée.



# Un seul imprévu dans le scénario

OTTAWA — Une série de soupers intimes à la résidence officielle la semaine dernière, un brunch d'amis de la famille dimanche, une dizaine de téléphones de courtoisie à Robert Bourassa et quelques autres premiers ministres des provinces et même à certains chefs d'État et de gouvernement étrangers... Comme pour une opération militaire tenue secrète jusqu'au moment de son déclenchement, Brian Mulroney n'a officiellement informé ses principaux lieutenants de son départ que dans l'après-midi de mardi.

Le seul imprévu, dans ce scénario soigneusement minuté fut l'appel du président des États-Unis, vers 13 h 30 hier, qui l'obligeait à interrompre précipitamment sa conférence de presse télévisée!

L'arrivée au 24 Sussex du Grefier du Conseil privé (Glen Short-

liffe), du vice-premier ministre (Don Mazankowski) et du lieutenant politique des conservateurs au Québec (Benoît Bouchard) a réellement déclenché une nuit fébrile d'activités. Secrétaires et traducteurs préparaient, avec le chef de cabinet (Hugh Segal), les discours et communiqués officiels, tandis que le président du parti (Gerry Saint-Germain) commençait déjà à vérifier la disponibilité des milliers de chambres d'hôtel nécessaires à la tenue d'un congrès au leadership.

Contrairement à Pierre Trudeau qui s'était décidé, une nuit de tempête à Ottawa, en laissant ses plus proches collaborateurs dans le doute, Brian Mulroney a longuement discuté de transition avec les principaux ministres et dirigeants du parti. « La différence entre Trudeau et Mulroney, dit un collaborateur, c'est que Trudeau ne parlait qu'à lui-même. » Brian Mulroney est un homme de parti, dit un autre plus sérieusement. L'unité du parti, la caisse électorale, une bonne liste de candidats à la succession, il voulait que tout soit en place. »

Le secret était tellement bien gardé que mardi soir, alors que les limousines se succédaient sous le porche de la résidence officielle, ses députés et ministres du Québec, en caucus, ne se doutaient de rien.

Pourtant, Brian et Mila Mulroney avaient convenu de ce départ depuis... l'été de 1990! Pendant trente mois, il aura donné le change à tout le monde, cherchant désespérément une porte de sortie qui ne s'ouvrait jamais.

Le premier ministre a rappelé lui-même hier le moment le plus pénible de sa carrière, cet après-midi de juin 1990 où Clyde Wells a refusé de permettre aux députés de Terre-Neuve de se prononcer librement sur l'accord du lac Meech. Mulroney avait déjà décidé alors de se retirer « à l'automne de 1990 » et la déprime qui suivit la mort de l'accord du lac Meech ne faisait que le confirmer dans sa décision.

En fait, s'il avait été libre alors, quatre des cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU appuyaient sa candidature au poste de Secrétaire général et il aurait pu entreprendre une autre carrière à New York. Mais comme il l'a expliqué, le moment propice n'arrivait jamais : la crise d'Oka, la guerre du Golfe, la Commission Bélanger-Campeau, le blocage du projet de TPS au Sénat et l'interminable négociation constitutionnelle l'empêchaient toujours de partir.

Au printemps de 1992, il continuait à donner le change. « C'est

quand tout le monde pense que je vais perdre que je suis à mon meilleur », me confiait-il lui-même. « Regardez-le bien aller, c'est un homme qui a toujours rebondi », croyait Benoît Bouchard. Mulroney n'avait d'autre choix que de jouer le jeu s'il voulait éviter un éclatement de son parti — ou du pays — sur un dérailage des négociations constitutionnelles, et s'il voulait passer à travers la campagne référendaire.

Depuis la fin d'octobre 1992 cependant, à un an de la fin du mandat de son gouvernement, il avait décidé de provoquer lui-même sa sortie.

Et comme toujours, il a compté à rebours.

Quelques conseillers et intimes lui ont fait savoir que le congrès pour le choix de son successeur devrait avoir lieu au plus tard en juin. Petite coquetterie d'un chef à qui le Parti conservateur doit bien cela, il a demandé que l'élection se tienne le samedi 12 juin. L'hommage traditionnel au chef, le jeudi 10, tombera donc exactement à la veille du dixième anniversaire de l'arrivée de Brian Mulroney à la direction du parti!

En fait, le chef du parti avait deux choses importantes à régler avant de confirmer son départ : s'assurer que son successeur serait nommé assez tard pour empêcher les libéraux eux aussi de changer de chef — « au cas où... » — et obliger Joe Clark à prendre sa retraite avant lui.

Cette date du 24 février était décidée « depuis pas mal de temps, confirme l'un de ses plus anciens conseillers politiques. Et la dernière semaine n'a constitué qu'une mise en scène de sa sortie ».

Jeudi dernier par exemple, Brian et Mila Mulroney ont reçu une trentaine de Québécois à souper. L'atmosphère était joyeuse et « personne ne soulevait la question de son départ ». Comme si tout un chacun l'appréhendait, les hommes et les femmes présentes ne pensaient qu'à profiter du moment qui passait.

Vendredi soir et samedi, d'autres soupers ont été donnés pour d'autres groupes de députés et de ministres. Brian Mulroney semblait tellement en forme, débordant de blagues sur ses adversaires politiques, que bien des invités commençaient à croire qu'il avait décidé de rester. Le premier ministre lançait même aux journalistes médusés : « Je me sens frais comme une fleur de printemps, jeune et fringant... surtout quand je vois mes adversaires. »

Pour mieux jouer avec les spéculateurs, le premier ministre annonçait deux élections partielles le 25 octobre prochain. Et il en riait de bon cœur avec quelques amis de la famille, à un brunch dimanche midi. C'est ce jour-là aussi qu'on a commencé à discuter des détails logistiques de sa démission.

Lundi et mardi, le premier ministre a tellement pris de temps à appeler ses collègues et anciennes connaissances de neuf ans de pouvoir qu'il annulait la réunion de son cabinet mardi. Même si la plupart des membres — des ministres « seniors » — étaient dans la confiance, les partis d'opposition, les adjoints politiques et les journalistes n'ont rien soupçonné.

À la réunion hebdomadaire du caucus du Québec, mardi soir, on a bien plus discuté de stratégie parlementaire — du dossier de l'assurance-chômage en particulier — que de l'avenir du chef. Pierre Blais, l'organisateur-en-chef, préparait toujours la réunion de son comité de campagne pour dimanche prochain.

Hier matin, les événements se sont précipités. Vers 9 heures, le président du groupe parlementaire, Bob Layton, a été convoqué à la résidence officielle. Arrivé au Parlement à 10 h 34, M. Mulroney s'est entretenu avec quelques membres de son personnel et s'est enfermé pendant deux heures avec son caucus.

La réunion fut chargée d'émotion, en particulier lorsque Don Mazankowski et Benoît Bouchard — symboles de la réussite de Mulroney d'avoir réconcilié les Québécois et les anciens du parti dans l'Ouest — ont tous deux fondu en larmes. « La grandeur d'un homme public est de savoir quand partir. Cela m'a tout pris pour m'empêcher de partir en 1990, après l'échec des Accords du lac Meech », a-t-il dit.

« Cela nous a frappé comme un coup de poing dans le front », avouaient à la sortie plusieurs députés, y compris de vieux routiers du temps de Joe Clark. Les Québécois étaient manifestement plus émus que leurs collègues du Canada anglais mais pour une bonne raison. « Nous tous, de 1984 et de 1988, c'est la première fois que nous connaissons cela », explique Pierre Vincent.

Avant de partir, Brian Mulroney a encore rappelé la boutade qu'il avait lancée à un de ses proches collaborateurs il y a quelques années : « Quand je quitterai la politique, je n'aurai pas fait honte à ma mère ! »

**Une dernière petite coquetterie le 10 juin 1993 avant de partir**

**Brian et Mila avaient convenu de ce départ depuis l'été 90!**

**Mazankowski et Bouchard ont fondu en larmes en plein caucus**



Michel VASTEL

## Charlevoix perd son «magicien»

LA MALBAIE — En apprenant la démission de Brian Mulroney, plusieurs intervenants socio-économiques de Charlevoix ont réalisé que la magie qu'opérait le nom de leur député dans leurs relations avec l'appareil fédéral n'était pas éternelle.

par DENIS GAUTHIER et ANNIE ST-PIERRE collaboration spéciale

« On ne le criait pas sur tous les toits, mais il est évident qu'en disant qu'on vient du comté du chef, les portes s'ouvrent plus facilement », a avoué le préfet de la MRC de Charlevoix, M. Jean Lajoie.

Charlevoix était synonyme d'un havre pour Brian Mulroney. À chacune de ses visites, il ne manquait jamais de prendre quelques instants, plus souvent qu'autrement le col ouvert, pour aller discuter avec les gens.

Et quelques fois, quand le moment s'y prêtait, M. Mulroney se laissait aller à remémorer les voyages dans la Chevrolet 1958 qu'il faisait en famille, entre Baie-Comeau et Québec. « Les enfants en arrière avec les sandwiches et la caisse de bière de mon père et maman en avant qui lisait les panneaux réclame sur lesquels était écrit : Seigneur, protégez-nous. »

Après avoir occupé le siège de Manicouagan en 1984, Brian Mulroney a hérité de la circonscription de Charlevoix en 1988. Il a été élu par une écrasante majorité tant sur la Haute-Côte-Nord que dans le Charlevoix traditionnel. « Un peu tout le monde s'attendait à ce qu'il amène des usines, mais il a misé sur le tourisme et dans quelques années on pourra juger de toute l'ampleur de son travail », analyse M. Lajoie.

Le directeur général de l'Association touristique, Pierre Tremblay, abonde dans le même sens. La principale réalisation de M. Mulroney aura été le Massif de Petite-Rivière, une superbe montagne de ski qui ouvre ses portes grâce à une subvention de 5 millions \$.

M. Mulroney ne venait pas souvent dans Charlevoix. Son comté est vaste et divisé en deux parties bien distinctes séparées par la rivière Saguenay, une barrière géographique tout aussi imposante au chapitre des mentalités.

En quittant, M. Mulroney laisse en suspens des dossiers comme celui de la construction d'un complexe environnemental sur l'emplacement du Centre écologique de Port-au-Saumon. « C'est vrai que ça avance rapidement quand le premier ministre est ton député, mais ça ne veut pas dire que tu as tout cuit dans le bec », dit le président de la Chambre de commerce de Charlevoix-Est, Rodrigue Thibeault.

À Baie-Comeau, les réactions sont partagées, mais tous s'accordent pour dire qu'une page d'histoire est tournée. « J'avoue que cette annonce me surprend un peu », a déclaré le maire Roger Thériault qui estime que la population va s'enrayer du « p'tit gars de Baie-Comeau. Le président de la Chambre de commerce, M. Michel Boisvert, soutient pour sa part n'avoir rien vu de significatif qui aurait pu faire avancer Baie-Comeau avec M. Mulroney.

Si certains se réjouissent de son départ, d'autres sont secoués. « Je suis très peiné d'apprendre sa décision et, en même temps, très heureux pour lui et sa famille », a dit M. Pierre Rocque, son porte-parole à Baie-Comeau.

Ses amis ont appris avec peine la nouvelle. M. Marc Lefebvre, homme d'affaires et ami intime du premier ministre, ne s'y attendait sûrement pas. « Il a toujours gardé cette décision secrète, même jusqu'à jeudi dernier, lors d'un souper avec ses amis. »



En 1988, Brian Mulroney avait promis à la blague de ne pas être dans la course en 1999. Il aura tenu parole... six ans plus tôt.



## LA DÉMISSION DE MULRONEY

### Ce sont amis que vent emporte...

À l'annonce du départ prochain de Brian Mulroney, on ne peut s'empêcher de penser qu'il pourrait être bientôt suivi d'un autre, celui de Robert Bourassa. Ces deux-là formaient un couple apparemment inséparable depuis tellement longtemps qu'on n'arrive plus à imaginer l'un sans l'autre.

Quand Brian lui a confirmé, au cours des derniers jours, une décision qu'il lui avait laissée entrevoir dès l'automne dernier, Robert a dû se souvenir de ce tête-à-tête au restaurant *Chez Son Père*, avenue du Parc, à Montréal, peu après la défaite de



par  
Michel  
DAVID

1976. « T'en fais pas, lui disait Brian. T'as bien le temps. Dans quelques années, tu vas valoir plus que tous ces gars-là. »

Robert lui avait dit à peu près la même chose quelques mois plus tôt, quand il avait connu lui aussi l'amertume de la défaite aux mains d'un inconnu du nom de Joe Clark, élu contre toute attente chef du Parti conservateur. Autre coïncidence, ils allaient tous deux devenir ou redevenir chef de leur parti respectif la même année, en 1983.

Je ne sais pas si Brian et Robert pensaient vraiment ce qu'ils se disaient à l'époque, mais dans les moments difficiles on apprécie toujours les marques de sympathie. Et on n'oublie jamais celui qui nous en a témoignée.

#### De vieux « chums »

Robert lui avait donné sa première vraie chance de faire une carrière publique en le nommant à la Commission Cliche, en 1974. Guy Chevrette, qui était le troisième commissaire, se rappelle d'une soirée où le premier ministre les avait tous réunis à sa résidence de la rue Maplewood, à Outremont. « Ils étaient déjà chums », se souvient-il.

De tous les hommes politiques canadiens qu'il a fréquentés, Brian Mulroney est certainement celui pour lequel M. Bourassa a développé la plus grande amitié. Malgré quelques petites frictions, ici et là, on n'avait jamais vu une pareille complicité entre Québec et Ottawa depuis le début des années 40.

Je me souviens très bien de ce que M. Bourassa disait du libre-échange avec les États-Unis durant la campagne de 1985. Si le Canada met le doigt dans l'engrenage, ça va finir par l'intégration politique, soutenait-il, mieux vaut un « échange plus libre » qu'un libre-échange.

Quand il est apparu que son ami allait en faire la pierre d'assise de sa politique économique, M. Bourassa a laissé tomber progressivement toutes les réserves qu'il avait émises. À tel point que durant la campagne fédérale de 1988, il en était rendu à se moquer des inquiétudes de John Turner, qui ne faisait pourtant que reprendre à son compte ce qu'il avait dit lui-même.

De Meech à Charlottetown, la connivence entre les deux hommes était aussi évidente sur la question constitutionnelle. Ensemble, ils ont joué et perdu. Ils auront beau dire, la défaite du 26 octobre dernier est leur défaite.

#### Carte irremplaçable

Dans l'entourage de M. Bourassa, le départ de M. Mulroney n'a surpris personne. Il y a un bon moment qu'on s'était fait à l'idée que l'époque du « beau risque » était terminée et que seules les prochaines élections fédérales diraient de quoi l'avenir sera fait. Et si le premier ministre recouvre la santé, on se dit qu'il trouvera bien le moyen de s'entendre avec le gagnant.

« C'est évident qu'en raison des relations personnelles qu'il y avait entre les deux, on perd une carte irremplaçable, mais M. Bourassa s'est toujours assez bien accommodé de la personne en place. Ce ne seront peut-être pas des relations aussi amicales, mais il est capable de tisser très facilement des liens personnels quel que soit le premier ministre, même si c'est Jean Chrétien », confiait un de ses conseillers.

Ce qu'on ignore, c'est l'attitude qu'adoptera M. Mulroney d'ici à ce qu'il quitte son poste. Va-t-il profiter de ce qu'il a désormais les mains libres pour faire progresser certains dossiers, par exemple la formation professionnelle ? Se contentera-t-il d'assurer la gestion des affaires courantes en laissant les questions délicates à son successeur ? Personnellement, je pencherais vers la seconde hypothèse.

Les stratégies du bunker se disent encore incapables d'évaluer quel impact électoral aura le départ de M. Mulroney. Au PQ, on est convaincu que s'il a une incidence, il ne peut qu'améliorer les chances du Bloc québécois, peu importe celui ou celle qui lui succédera. Ceux-là ne s'ennuieront sûrement pas de l'ami Brian.



Le premier ministre Mulroney aura connu plus d'un échec constitutionnel, notamment en voulant ramener le Québec dans la constitution canadienne. On le voit ici, en août dernier, lors de sa dernière tentative, à la Conférence de Charlottetown, devisant avec son lieutenant québécois Benoît Bouchard, le ministre des Affaires intergouvernementales du Québec Gil Rémillard et le premier ministre Robert Bourassa.

### Selon Claude Ryan

## Une perte importante pour le Québec

QUÉBEC — Le départ du premier ministre Mulroney porte un dur coup à un fédéralisme canadien déjà « dans une situation très difficile » et pourrait donner lieu à « une grande instabilité », estime le ministre Claude Ryan, l'un des chefs de file incontestés des forces fédéralistes au Québec.

par GILLES BOIVIN  
LE SOLEIL

Interrogé à son arrivée au conseil des ministres hier, M. Ryan n'a pas caché que le départ de M. Mulroney est « une perte importante qui doit être prise en sérieuse considération » pour les défenseurs québécois du fédéralisme. Le ministre québécois ne croit pas qu'il puisse être remplacé « dans un avenir prévisible ».

Non seulement, estime-t-il, la présence du Québec au sein du gouvernement fédéral « sera amoindrie » par ce départ, mais le règlement de certains dossiers risque en outre d'être retardé. « Jusqu'à la prochaine élection fédérale, nous allons dans une période de flottement », prévoit le ministre Ryan qui juge que « le contexte dans lequel sera placé le gouvernement fédéral ne sera pas propice à des décisions d'envergure ».

#### Bourassa salue son courage

De son côté, le premier ministre Robert Bourassa a lui aussi salué, dans un communiqué émis hier après-midi, « le courage et la persévérance inébranlables de M. Mulroney qui a dirigé le pays durant l'une de ses époques les plus exigeantes ». Soulignant la qualité de ses rapports avec le chef du

gouvernement canadien, M. Bourassa a tenu à rappeler ses « sentiments indéfectibles envers le Québec ».

La vice-première ministre, Lise Bacon, a également mis en évidence le fait que les dix années de vie publique de M. Mulroney ont été « des années très difficiles ». « Il a su rester au-dessus de la tempête et accorder l'Est et l'Ouest et le Nord et le Sud », a-t-elle précisé en soulignant ses qualités de négociateur et de rassembleur.

Contrairement à son collègue Marc-Yvan Côté, qui a déjà donné le signal d'un ralliement des libéraux provinciaux derrière les troupes de Jean Chrétien, Mme Bacon estime qu'il est encore « trop tôt » pour décider des prochaines alliances électorales. « Je ne suis pas rendue là », se contente-t-elle de préciser avec le sourire.

Pour sa part, le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Gil Rémillard, refuse lui aussi de voir dans la démission de M. Mulroney une consécration de son échec constitutionnel. Il juge plutôt que les Accords du lac Meech et de Charlottetown sont « des pas » auxquels il faudra « se référer dans l'avenir ».

Moins pessimiste que son col-

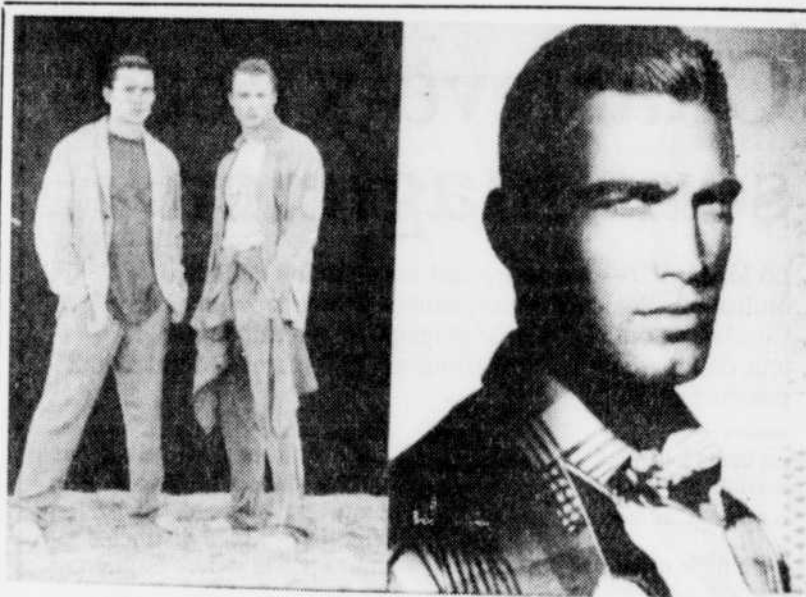
lègue de la Sécurité publique, M. Rémillard ne croit pas que le départ de M. Mulroney entraîne une mise en veilleuse des dossiers en négociation avec le gouvernement fédéral, notamment dans le secteur de la main-d'œuvre. « De part et d'autre on cherche l'efficacité. C'est ce que les Canadiens nous ont dit », souligne-t-il pour expliquer son habituel optimisme.

#### L'échec du « beau risque »

Pour l'opposition péquiste, le départ de M. Mulroney consacre « l'échec de ce qu'on a appelé le beau risque ». « M. Mulroney est en quelque sorte l'illustration ex-

empleaire de l'échec qui attend celui qui cherche à faire une réforme constitutionnelle intégrant, même minimalement, même symboliquement, les aspirations et les revendications du Québec », a soutenu le critique péquiste Jacques Brassard.

M. Brassard juge cependant important de signaler que M. Mulroney a tenté « à deux reprises et avec bonne foi » de renouveler le fédéralisme canadien. Il a fait la preuve que « ce n'est pas une question de personne », mais que c'est le système fédéral canadien qui est « irréformable ».



**PERREAULT**  
Monsieur  
LES GALERIES DE LA CAPITALE 622-0835



**PERREAULT**  
Monsieur  
LES GALERIES DE LA CAPITALE 622-0835



**PERREAULT**  
Monsieur  
LES GALERIES DE LA CAPITALE 622-0835

## RÉACTIONS

### ■ Chevrette: ça ne changera rien

QUÉBEC (PC) — Le leader parlementaire du Parti québécois Guy Chevrette ne croit pas que le départ du premier ministre Mulroney changera quoi que ce soit dans les intentions de vote des Québécois au prochain scrutin fédéral. « Pour la première fois depuis la Confédération, on aura l'occasion de voter pour un parti souverainiste autant à Ottawa qu'au Québec et, pour moi, que ce soit M. Mulroney ou un autre, ça ne changera rien. » Il a souhaité bonne chance à son ancien collègue à la Commission Cliche.

### ■ Laberge n'est pas tendre

MONTREAL (PC) — Le président du conseil d'administration du Fonds de solidarité de la FTQ, Louis Laberge, n'a pas été tendre à l'endroit du premier ministre Mulroney. « Il faut bien reconnaître qu'au point de vue économique, la situation n'est pas meilleure au Canada qu'elle ne l'était. Malgré les efforts que le Parti conservateur nous disait faire, le taux de chômage est plus élevé que jamais. »

### ■ Le prix à payer

MONTREAL (PC) — Même si son gouvernement a reconnu le statut d'artiste et articulé une révision sérieuse de la Loi du droit d'auteur, M. Mulroney n'avait plus le choix et devait démissionner, estime le président de l'Union des artistes, M. Serge Turgeon. « Il aura eu le mérite d'avoir posé aux Canadiens le problème constitutionnel. Il fallait le faire. Ça prenait un certain courage politique. Il y avait un prix à payer en bout de ligne. »

### ■ Les chefs syndicaux québécois

Le président Fernand Daoust, de la FTQ, croit que M. Mulroney « a quitté le bateau

avant d'être englouti avec ». Au plan économique, il déplore l'orientation du gouvernement Mulroney. « C'est le gâchis le plus complet, qui masque tous les bons coups qu'il a pu faire. » Au plan constitutionnel, M. Daoust relève tout de même « les efforts louables » de Brian Mulroney, mais qui n'ont pas porté fruit. De son côté, le président de la CSN, Gérard Larose, résume sa pensée en une phrase choc : « Le bonhomme était plutôt sympathique, mais ses politiques exécrables ». M. Larose dénonce particulièrement « les politiques néolibérales » du gouvernement Mulroney, à cause desquelles la richesse collective est de moins en moins redistribuée. Quant à la présidente de la CEQ Lorraine Pagé, elle réagit spontanément par une boutade qui en dit long : « Comme quoi il y a des conditions valables pour quitter son emploi ». Elle fait référence évidemment au controversé projet de loi C-113 sur l'assurance-chômage. Mme Pagé s'attend à ce que la faveur populaire du chef libéral Jean Chrétien baisse à la suite du départ du premier ministre conservateur.

### ■ Le milieu des affaires

Le président du Conseil du patronat du Québec, M. Ghislain Dufour, donne une bonne note à M. Mulroney pour ses réalisations au plan économique. Il reconnaît toutefois que le gouvernement Mulroney « a toujours été malhabile dans la vente de ses grands projets aux Canadiens ». Même au plan constitutionnel, le regard du CPQ reste favorable. De son côté, le vice-président et directeur général de l'Association des manufacturiers du Québec, M. Richard LeHir, estime que le départ de Mulroney marque « la fin d'une époque et le début d'une autre qui risque d'être un peu plus troublée » au plan politique.



Louis LABERGE



Guy CHEVRETTE

## LA DÉMISSION DE MULRONEY



En mai 1974, Robert Bourassa (photo de gauche) propulse Brian Mulroney à l'avant-scène en le nommant, en compagnie de Guy Chevrette, membre de la commission présidée par le juge Robert Cliche. En 1976, il rate sa rentrée politique (photo du centre) en tentant de succéder à Robert Stanfield. Son grand soir surviendra le 4 septembre 1984 à Baie-Comeau lorsqu'il devient premier ministre.

### Sa carrière

Chronologie des étapes marquantes de Brian Mulroney:

- 1939: né le 20 mars, troisième enfant de Ben et Irène Mulroney.
- 1961: baccalauréat en sciences politiques de l'université St-François-Xavier.
- 1962: fréquente la Faculté de droit de Dalhousie.
- 1963: bac. en droit de l'université Laval, à Québec. Il organise à Laval le Congrès des affaires canadiennes, un parlement simulé.
- 1972: devient un partenaire du plus important cabinet d'avocats de Montréal, Howard, Cate & Ogilvy.
- 1973: épouse Milla Pivnicki.
- 1974: nommé à la Commission Cliche, chargée de faire enquête sur la violence syndicale à la Baie James.
- 1976: défait par Joe Clark dans la campagne à la direction du PC.
- 1977: nommé président d'Iron Ore Co. of Canada, immédiatement après que la compagnie eut fermé la ville minière de Schefferville.
- 1983: 29 août, élu chef des conservateurs, remporte l'élection partielle de Central Nova.
- 1984: 4 septembre, forme un premier gouvernement majoritaire (211 des 282 sièges), candidat dans Manicouagan, au Québec.
- 1987: 30 avril, signature de l'Accord constitutionnel du lac Meech.
- 1988: 21 novembre, forme un second gouvernement majoritaire (169 des 295 sièges), candidat dans Charlevoix, au Québec.
- 1993: 24 février, démissionne de son poste de chef du PC.

Infographie PC / LE SOLEIL

# Son rêve lui a donné une place à part

OTTAWA (PC, AFP) — Celui qui rêvait dès sa tendre enfance de devenir premier ministre du Canada est devenu en dix ans le principal handicap de son parti face à l'électorat. Mais dans les rangs conservateurs, Brian Mulroney occupera une place à part, car il est le seul à avoir réussi l'alliance entre les conservateurs de l'Ouest et ceux du Québec depuis John A. Macdonald.

Parfaitement bilingue et imprégné des deux cultures anglophone et francophone du Canada, il milite dès l'âge de 17 ans au Parti conservateur avant de s'orienter vers une carrière d'avocat.

Ce fils d'un modeste électricien aura été pendant des années un des rares Québécois à suivre de près les activités du Parti conservateur et à participer à son organisation. Il établira son influence dès son entrée au parti et conseillera personnellement John Diefenbaker.

M. Mulroney appuiera son activisme politique sur des réseaux bâtis lors de ses études aux universités Laval et St-François-Xavier, en Nouvelle-Écosse. D'ailleurs, une fois au pouvoir, ses amis les plus fidèles le suivront à Ottawa.

#### Grâce à Bourassa

Mais c'est grâce à Robert Bourassa que Brian Mulroney passera du rôle d'éminence grise à celui d'homme public. Avocat spécialisé dans le droit du travail pour la firme Ogilvy Renault depuis 1964, il s'affirme comme le conciliateur numéro un de la métropole en so-

lutionnant des conflits de travail importants, comme la grève au quotidien *La Presse* en 1971.

Sa réputation conduit le premier ministre Bourassa à le nommer, en mai 1974, commissaire à la Commission d'enquête Cliche sur l'industrie de la construction au Québec. Suivie de près par les médias, la commission devient son tremplin vers la vie publique.

Un an plus tard, il décide de se lancer dans la course à la succession du chef conservateur Robert Stanfield. Mais le 22 janvier 1976, il connaît une cuisante défaite aux mains de Joe Clark après qu'on eut jugé sa campagne outrancière et l'eut accusé d'être superficiel. Il lui faudra des années, et l'appui de sa femme Milla, pour surmonter son amertume.

Entre-temps, il se voit offrir le poste de vice-président de l'Iron Ore et, l'année suivante, celui de président pour une période minimale de cinq ans. Il devra, à ce poste, veiller à la fermeture de la

ville de Schefferville, au nord de Sept-Îles.

#### La montée du « chef »

Lorsque le gouvernement Clark est défait à la fin de 1980, l'idée d'une course au leadership refait surface. Les partisans de Brian Mulroney se mettent à l'oeuvre pour renverser M. Clark à la tête du parti. Avec l'aide d'autres aspirants, ils y parviennent le 28 janvier 1983. Le 11 juin suivant, Brian Mulroney réussit, après quatre tours de scrutin, à défaire ses sept adversaires.

Le 29 août 1983, il profite d'une élection partielle pour se faire élire dans le comté de Central Nova, en Nouvelle-Écosse. En 1984, il se présente dans Manicouagan, son comté d'origine et celui de Schefferville. Le 4 septembre, après une campagne vigoureuse où il s'en prend au favoritisme des libéraux, il remporte la plus forte majorité de l'histoire canadienne.

Entrent alors au Parlement 211 conservateurs représentant toutes les régions du pays, y compris au Québec, un bastion libéral. Son premier mandat a été frappé de nombreux scandales: thon avarié, affaires Stevens et Oerlikon, démissions successives de ministres.

Quatre ans plus tard, il fait de nouveau élire un gouvernement majoritaire. C'est la première fois en 35 ans qu'un parti forme deux gouvernements majoritaires consécutifs.

Cependant, tout au long de son

passage au pouvoir, Brian Mulroney n'arrive pas à dissiper l'impression laissée en 1976 d'être une personne superficielle. Au Canada anglais, on doute de lui et, en 1993, cette côte est devenue insurmontable.

### SES BONS MOTS

OTTAWA (PC) — Voici des extraits de déclarations les plus percutantes de la carrière politique de Brian Mulroney:

- « Les solutions que nous croyions avoir trouvées à tant de questions complexes... sont maintenant perdues. » — 26 octobre 1992, après la défaite du référendum
- « J'ai dit: 'C'est ce jour-là que nous allons jeter les dés'. » — 12 juin 1990, en expliquant comment il a décrit à ses conseillers ses tactiques destinées à amener les premiers ministres à appuyer l'Accord du lac Meech
- « En politique, madame, vous avez besoin de deux choses: des amis, mais par-dessus tout, un ennemi. » — Décembre 1990, après l'élection du leader libéral Jean Chrétien aux Communes
- « C'est fantastique jusqu'à ce que l'éléphant se crispe, s'il vous tombe dessus, vous êtes un homme mort. » — 1983, en discutant du libre-échange avec les États-Unis au cours de sa campagne au leadership conservateur
- « Il n'y a aucun autre mécanisme conçu par l'homme qui puisse avoir une influence plus civilisatrice sur la vie des nations que le commerce. Un commerce juste et plus libre. » — Juin 1990
- « Seuls les ânes ne changent pas d'avis. » — 1988, en expliquant pourquoi il s'opposait au libre-échange en 1983 et pourquoi il l'a appuyé par la suite
- « Ce pays est fait de petites villes et de grands rêves. » — Septembre 1988
- « D'accord, nous avons gagné. Que faisons-nous maintenant? » — 1988, aux organisateurs conservateurs après remporté les élections générales
- « Donnez-nous 20 ans et vous ne reconnaîtrez pas ce pays. » — 7 novembre 1984, dans son premier discours comme premier ministre aux Communes
- « J'aime autant la 'Main' que Bay Street, et toutes deux ont voté pour notre parti. » — 7 novembre 1984
- « Des emplois, des emplois, des emplois. » — pendant la campagne électorale de 1984
- « Vous aviez le choix, monsieur. Vous auriez pu dire 'Je ne le ferai pas. C'est mauvais pour le Canada et je ne demanderai pas aux Canadiens d'en payer le prix'. » — au cours d'un débat, pendant la campagne électorale de 1984, à l'endroit de John Turner, qui avait approuvé les nominations partisans de l'ex-premier ministre Pierre Trudeau
- « Les gens m'ont demandé si j'aurais donné un poste à un libéral. Lorsqu'il n'y aura plus un seul conservateur vivant sans emploi dans ce pays, oui. » — pendant la campagne électorale de 1984

**403020** Le compte à rebours est commencé chez

**SKI MICHEL**

SUNALP 50%	SKIS ROSSIGNOL 7MX FIXATIONS TYROLIA 570 439,95	PHENIX 40%
T.S.U. 30%	SPYDER 30%	DUBIN 50%
HORS LA LOI 30%	SKIS ROSSIGNOL S4K FIXATIONS TYROLIA 580 349,95	KILLY 30%
SKIS K2 SELECT FIXATIONS MARKER M27 269,95	COULOIR 30%	
SKIS ROSSIGNOL DV6M FIXATIONS TYROLIA 570 399,95	BOTTES RAICHLÉ: FLEX COMP 299,95 FLEX LADY 269,95 FLEX ÉQUIP. 199,95 FLEX COMP. 9.1 SL 269,95	
SPORTALM 40%		

9414, boul. Ste-Anne  
Sainte-Anne-de-Beaupré  
Québec G0A 3C8  
418.827.4793 • Fax: 418.827.4969

CHEZ SKI MICHEL, IL Y A DE TOUT POUR LE SKI:  
LES MEILLEURES MARQUES, LE MEILLEUR CHOIX ET SURTOUT LES MEILLEURS PRIX.

Faites-en tout un plat!

**TOURNEDOS DE BOEUF**  
bardé de bacon  
**1 \$** chacun  
23,99 \$ boîte de 24

**FILET DE DINDE** 5 40\$  
26,99 \$ pour 5 lb

**FILET DE PORC** 4 90\$  
26,99\* pour 5 1/2 lb

**BOEUF HACHÉ MAIGRE** 2 10\$  
16,80 \$ pour 8 paquets de 1 lb

LES VIANDES  
**Halle**

Spéciaux valides jusqu'au 6 mars 93

3920, BOUL. HAMEL (Carrefour Masson et Hamel)  
(418) 871-0229

# OUI, C'EST ABORDABLE!

Mieux protéger la vie et les biens des citoyens en investissant, selon des chiffres certifiés par le trésorier de la ville de Sainte-Foy, un maximum de 2,80 \$ par mois pour un propriétaire d'un bungalow évalué à 108 207 \$ et, 0,83 \$ par mois, pour un locataire d'un logement moyen...

**OUI, C'EST ABORDABLE!**

**Le 28 février, je choisis une solution vraiment abordable, je vote oui, au poste de police et de pompiers coin route de l'Église et boulevard Hochelaga.**

LE 28 FÉVRIER, JE VOTE  
**OUI, C'EST SÛR!**

ville de  
**SAINTE-FOY**

DécoMeuble DécoMeuble DécoMeuble

**Leon**  
depuis 1988

**Leon**  
depuis 1988

**Leon**  
depuis 1988

**VOUS AVEZ 4 JOURS SEULEMENT**

JEUDI - VENDREDI - SAMEDI ET DIMANCHE

**POUR PROFITEZ DE LA**

**FERMETURE**

**DE BEAUPORT**

**MOBILIER  
DE SALON EN CUIR**

SOFA à compter de **698\$**

CAUSEUSE à compter de **598\$**

FAUTEUIL à compter de **238\$**

**TOUT DOIT ÊTRE  
LIQUIDÉ**

**SANS ÉGARD**

**AU PRIX COÛTANT**

**TABLES  
DE SALON**

Tables de bout, de centre ou console, dans les tons de blanc, noir, acajou ou naturel.

à compter de **48\$**

**MOBILIER  
DE SALON  
INCLINABLE**

SOFA à compter de **848\$**

CAUSEUSE à compter de **748\$**

FAUTEUIL à compter de **448\$**

**LOT DE DOUILLETES** **98\$**  
cour. jusqu'à 249.95

**FAUTEUILS EN TISSU** **98\$**  
modèles désassortis  
cour. jusqu'à 349.

**50% sur un lot de BUFFETS et HUCHES**  
Tons de vert, noir ou naturel

**UN LOT  
DE MIROIRS  
DE CHAMBRE**

cour. jusqu'à 149.95 **30\$**

**NOMBREUX  
AUTRES ARTICLES:  
BIBLIOTHÈQUES  
CHAISES, BASES  
DE LIT  
REFRIGÉRATEURS etc.**

**MOBILIER  
DE SALON (TISSU)**

SOFA à compter de **368\$**

CAUSEUSE à compter de **348\$**

FAUTEUIL à compter de **198\$**

**RABAIS ADDITIONNEL**

Venez avec votre automobile, camion ou remorque et profitez-en!

**SOMMIERS  
CAISSES**

39'' cour. jusqu'à 200. à compter de **48\$**

54'' cour. jusqu'à 219. à compter de **68\$**

60'' cour. jusqu'à 350. à compter de **88\$**

4175, boulevard Sainte-Anne  
voisin de Guincaillerie Nap. Boily

Boulevard de la Capitale

Boul. Ste-Anne

DécoMeuble  
**Leon**

Autoroute Dufferin/Montmorency

Pont de l'Île d'Orléans

**AUCUNE MISE DE CÔTÉ - AUCUNE COMMANDE SPÉCIALE - TOUTE VENTE FINALE**

LA DÉMISSION DE MULRONEY

# Aux yeux de son collègue Loiselle, c'est la fin d'une page historique

QUÉBEC — « C'est la fin d'une page historique ! » Voilà en quels termes le président du Conseil du Trésor et ministre d'État aux Finances du Canada, M. Gilles Loiselle, a réagi hier à la démission du premier ministre Brian Mulroney.

par LISE LACHANCE  
LE SOLEIL

Selon l'homme politique, le gouvernement Mulroney est celui qui a fait « les réformes les plus profondes au Canada », tant dans le domaine de la taxation que dans celui des institutions financières, dans la mise sur pied de nombreux programmes nationaux, notamment en faveur des handi-

capés et contre la drogue. « Quand on fera le bilan de son administration, on se rendra compte qu'il s'est agi d'une décennie historique », affirme M. Loiselle.

Le ministre souligne qu'il a « beaucoup d'admiration » pour Brian Mulroney. Celui-ci, note-t-il, a l'art de créer des consensus et de cimenter ses troupes, en plus de posséder des connaissances approfondies en politique internationale. Et, « qu'on soit d'accord avec lui ou pas, il a quand même réussi par deux fois à obtenir la signature des provinces pour une réforme constitutionnelle ». M. Loiselle se dit donc « très triste » de le voir partir.

Même tristesse chez les députés Suzanne Duplessis de Louis-Hébert, Monique B.-Tardif de Charlesbourg et Marcel-R. Tremblay de Québec-Est. « Cette nouvelle m'a fait beaucoup de peine. Je n'en croyais pas mes oreilles lorsque je l'ai entendue à mon radio-réveil », a déclaré au SOLEIL Mme Duplessis. Au caucus de la semaine dernière, a-t-elle ajouté, M. Mulroney avait dressé un bilan impressionnant de ses deux mandats. Elle était convaincue qu'il mènerait son parti à une troisième victoire.

Mme Duplessis soutient qu'elle a toujours senti chez Brian Mulroney beaucoup d'affection pour ses députés. « Il était facile de le lui rendre », a-t-elle souligné, vantant les qualités de rassembleur de son chef, ainsi que son sens de la justice. La secrétaire parlementaire de la ministre des Relations extérieures, dont la fibre nationaliste est bien connue, estime que la personne qui succédera au leader démissionnaire devra être bilingue. Autrement, précise-t-elle, il lui serait difficile de l'appuyer. Ses collègues de la région de Québec souhaitent aussi que l'aspirant(e) à la succession connaisse la langue de la majorité québécoise mais, à l'exception de Charles DeBlois (Beauport-Montmorency-Orléans), ils en font moins une condition préalable que Mme

Duplessis.

« Heureux »

M. DeBlois est le seul des représentants interrogés par LE SOLEIL, hier, à parler de « sentiments partagés » face au départ de M. Mulroney. D'une part, dit-il, il ressent « tristesse et nostalgie » de perdre un chef qui l'a attiré en politique. D'autre part, comme beaucoup de ses commettants lui ont fait part de leurs réserves sur le PC et sa figure de proue, il considère que la présence de Brian Mulroney menaçait la reprise du pouvoir par son parti. Aussi parle-t-il d'une « sage décision » et avoue-t-il qu'il en est heureux.

« J'ai réalisé à quel point la per-

ception est importante en politique. Beaucoup de Québécois portent un jugement très critique sur l'attitude de M. Mulroney en ce qui concerne le Québec alors qu'il a fait plus, pour la province, qu'aucun autre premier ministre. Il a cristallisé dans sa personne le mécontentement. Il est devenu un bouc émissaire. L'histoire lui rendra justice », assure-t-il.

La plupart des députés interrogés sont prêts à monter de nouveau aux barricades lors des prochaines élections. Dans certains cas, cependant, la décision définitive se prendra à la lumière des résultats du congrès au leadership, qui devrait se tenir vers la mi-juin.



Gilles Loiselle : « On se rendra compte qu'il s'est agi d'une décennie historique ».



Charles DeBlois : « Il a cristallisé dans sa personne le mécontentement. »

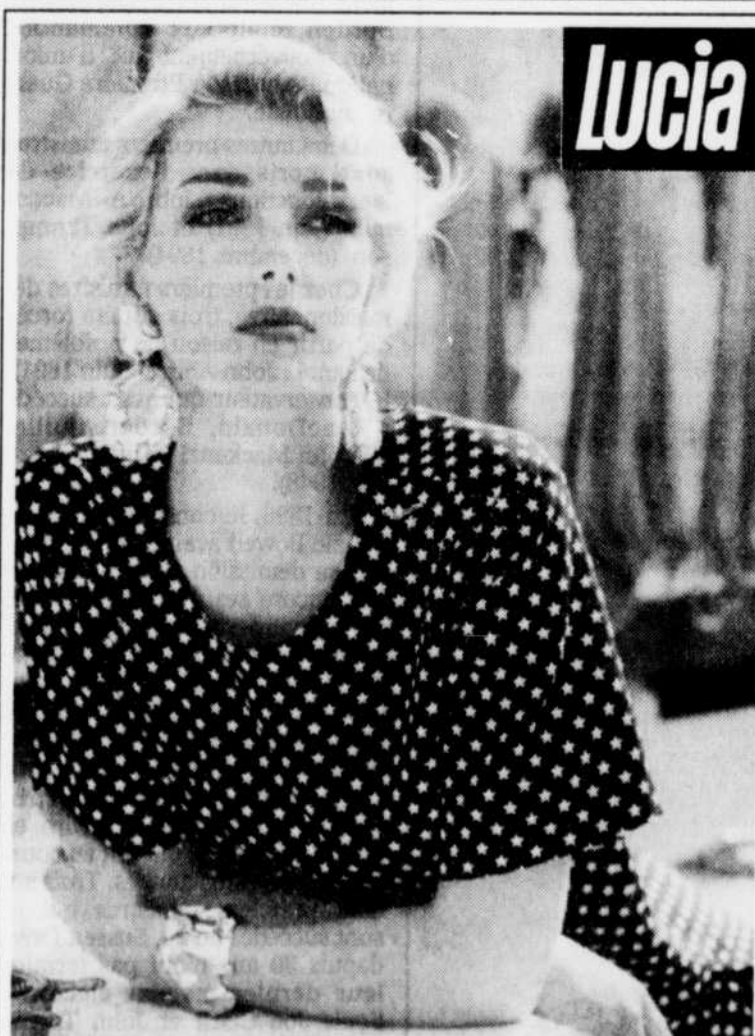


Les députées Suzanne Duplessis de Louis-Hébert (photo du haut) et Monique B.-Tardif de Charlesbourg ont exprimé de la tristesse.



■ Réaction mordante de Croc

« C'est avec une joie non dissimulée et dans l'allégresse générale » que l'équipe du magazine Croc a fait savoir, par communiqué, hier, qu'elle avait appris la démission du premier ministre Brian Mulroney. Et le communiqué de poursuivre : « Pour une fois, ne lésinant pas sur la dépense, Croc a fait livrer des fleurs (des chrysanthèmes jaunes) au bureau du premier ministre. La petite carte disait ceci : 'Enfin ! Merci ! Ça nous a coûté 2500 \$ plus TPS de lampions, mais on l'a eu !' Et Croc ne reculant devant rien veut partir le mouvement que le 24 février, jour commémoratif de la démission de Brian Mulroney, après huit ans de mauvais et déloyaux services, devienne le jour de la fête nationale. »



**LUCIA**

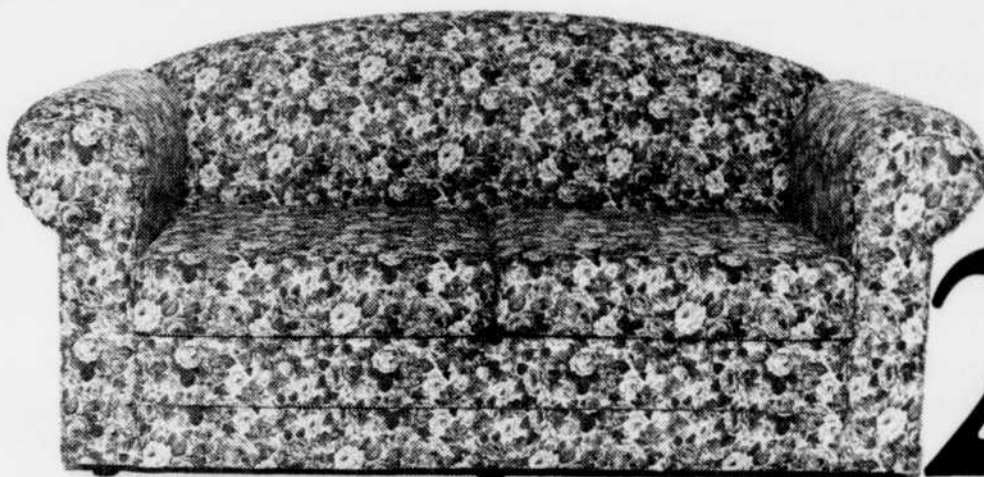
Haut polyester marine et blanc/vert et blanc 122\$  
Jupe plissée marine et blanc/vert et blanc 252\$

BOUTIQUE

*Danielle Morali*

Place Ste-Foy, 2450, boul. Laurier, Ste-Foy 656-9141, téléc. : 826-0279

## INCROYABLE



CANAPÉ  
**27\$**

Achat minimum 1 227 \$ -Offre limitée aux 50 premiers clients  
-Un seul canapé par client.

UN ÉVÈNEMENT UNIQUE ET INCROYABLE

# SAMEDI 27 FÉVRIER VENTE 7 HEURES

7 HEURES

de rabais incroyables sur toute la marchandise en magasin  
de 10 h. à 17 h.

**AUCUN PAIEMENT AVANT FÉVRIER 1994\***

\*Conditionnel à l'approbation du crédit-Acompte 30%-Intérêt à compter du 12 février 1994 sur solde dû.

Participez à notre grand tirage

"GAGNEZ LES MEUBLES DE VOS RÊVES"

VALEUR 10 000 \$

Aucun achat requis, voir détails en magasin

## LA GALERIE DU MEUBLE

5 MAGASINS BIEN DIFFÉRENTS

■ CONTEMPORAIN  
18, rue Courcellette  
Tél.: 681-0171

▲ CLASSIQUE  
1215, boul. Charest O.  
Tél.: 681-0171

◆ ROCHE BOBOIS  
9, rue Courcellette  
Tél.: 681-4101

● CUIR NO 1  
2960, boul. Laurier  
Tél.: 681-0171

■ SOFA DESIGN  
10, rue Courcellette  
Tél.: 681-2302

HEURES D'OUVERTURE : Lundi au mercredi 9 h à 17 h 30 • Jeudi et vendredi 9 h à 21 h • Samedi 9 h à 17 h



## LA DÉMISSION DE MULRONEY

« Brian n'aura pas d'assurance-chômage. Il laisse son emploi. » Debbie Dowham se faisait un plaisir d'exhiber cette affiche hier lors d'une manifestation en compagnie d'employés de la construction contre les modifications envisagées par Ottawa à la Loi sur l'assurance-chômage. La scène se déroulait devant les bureaux d'une députée fédérale à Winnipeg.

# OUI, C'EST LOGIQUE ET RESPONSABLE

Faire confiance à une administration qui a fait une **priorité de la sécurité de ses citoyens**, qui a aménagé l'un des plus beaux parcs de la province, le parc de la Plage Jacques-Cartier, qui a maintenu le compte de taxes à un niveau très bas, qui a contribué à la mise sur pied du Parc Technologique, qui a réduit son niveau d'endettement et, qui a ramené, dans la région, le Cirque du Soleil... **OUI, C'EST LOGIQUE ET RESPONSABLE!**

**Le 28 février, je fais confiance à une administration logique et responsable, je vote oui, au poste de police et de pompiers coin route de l'Église et boulevard Hochelaga.**

LE 28 FÉVRIER, JE VOTE

**OUI, C'EST SÛR!**

ville de  
**SAINTE-FOY**



## Assuré d'une pension de 30 550 \$ par année

OTTAWA (CP) — Les Canadiens vont s'assurer que le premier ministre Brian Mulroney ne vive pas sa retraite sur la paille.

M. Mulroney, qui aura 54 ans en mars, recevra une pension de

30 550 \$ par année dès qu'il ne sera plus député.

À 65 ans, il recevra une pension additionnelle équivalant aux deux tiers du supplément salarial du premier ministre d'alors. Ce supplément est présentement de 74 000 \$. Les deux tiers de cette somme donnent 49 333 \$.

Ces chiffres, fournis par la Chambre des communes, présumant que M. Mulroney restera député jusqu'au 29 août, le jour du 10e anniversaire de sa première élection comme député de Central Nova, en Nouvelle-Écosse.

Tous les députés, dont M. Mulroney, touchent un salaire de 64 800 \$, plus une allocation de dépenses non imposable de 21 400 \$. À titre de premier ministre, M. Mulroney reçoit un montant additionnel de 74 000 \$.

Ce qui porte son salaire de 1993 à 160 200 \$.

## Le septième à partir dans l'exercice de ses fonctions

QUÉBEC (PC) — Brian Mulroney est devenu, hier, le septième premier ministre fédéral depuis le début de la Confédération, en 1867, à quitter ses fonctions en plein exercice du pouvoir.

Parmi ce groupe, trois (incluant M. Mulroney) dirigeaient un gouvernement du Parti progressiste-conservateur, trois un gouvernement libéral et un autre, Robert Borden, était aux commandes d'un gouvernement dit d'union nationale après la Première Guerre mondiale.

Deux autres premiers ministres sont morts dans l'exercice de leurs fonctions : John A. Macdonald (juin 1891) et John Thompson (décembre 1894).

Chez les premiers ministres démissionnaires, trois ont été forcés de partir en raison de problèmes de santé : John Abbott (juin 1891), le conservateur qui avait succédé à Macdonald, Borden (juillet 1920) et Mackenzie King (novembre 1948).

En 1896, le conservateur Mackenzie Bowell avait également remis sa démission alors qu'il exerçait encore ses fonctions de chef de gouvernement. Impopulaire, contesté dans son propre entourage, il avait laissé la place à sir Charles Tupper, dans l'espoir de prolonger le règne du gouvernement.

Des sept premiers ministres qui ont abandonné le navire en pleine mer, trois l'ont fait au cours des 25 dernières années. Trois sur cinq premiers ministres qui se sont succédés au 24, Sussex Drive depuis 30 ans n'ont pas terminé leur dernier mandat électoral. Seuls Joe Clark et John Turner ont été forcés de passer le bâton parce qu'ils avaient été répudiés par les électeurs.

Lester B. Pearson, vieilli, a été le premier des temps modernes à quitter son poste pour laisser la place à Pierre Elliott Trudeau en 1968. En 1984, il se retire et son remplaçant (John Turner) est battu quelques mois plus tard par Brian Mulroney.

### CENTRES CELLULAIRE PLUS

#### Chicoutimi

Cellulaire Chic enr.  
Tél. : (418) 696-0506

#### Québec

Centre Cellulaire Charest  
Tél. : (418) 687-2121  
Radio d'auto de Québec inc.  
Tél. : (418) 872-4040

### AGENTS AUTORISÉS

#### Alma

Cellulaire Chic  
Tél. : (418) 668-7771

#### Charlesbourg

La Clef de Sol inc.  
Tél. : (418) 627-0840

Télé Dynamique inc.  
Tél. : (418) 623-5404

#### Québec

Capitale Cellulaire  
Tél. : (418) 681-2131

La Clef de Sol inc.  
Tél. : (418) 524-8431

Cellulaire Canada  
Tél. : (418) 687-4995

Stéré Auto  
Tél. : (418) 527-5644

#### Rivière-du-Loup

La Celluboutique  
Tél. : (418) 868-8888

#### Robertsonville

Le Pro du C.B. inc.  
Tél. : (418) 338-3440

#### Ste-Foy

La Celluboutique  
Tél. : (418) 650-1000

#### Boutique Cellubel

Tél. : (418) 659-4566

#### St-Nicholas

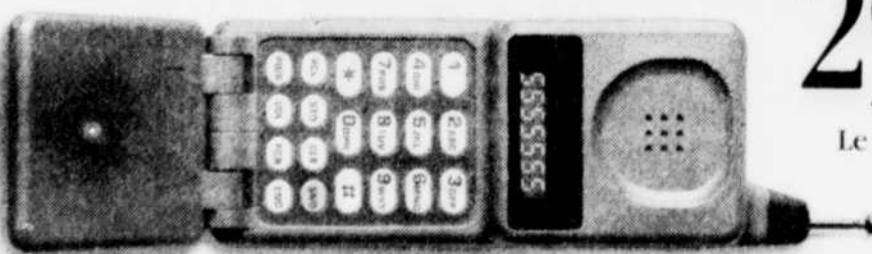
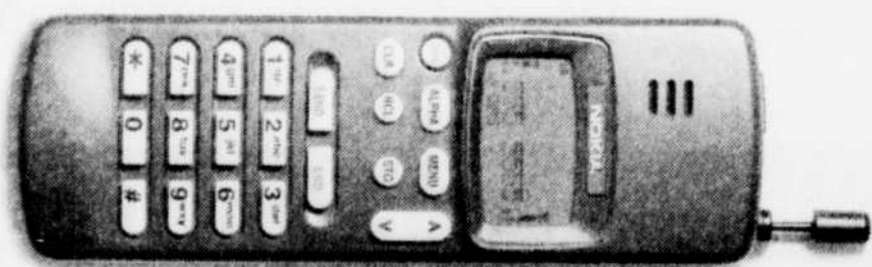
La Celluboutique  
Tél. : (418) 831-4000

#### Vanier

Concept Auto G.L.T. inc.  
Tél. : (418) 683-1242

# Choisissez, on y met le paquet...

Trois mois gratuits des options Week-ends illimités et Facturation détaillée. Trois mois gratuits d'accès au Centre de messages. Pour une période de temps limitée seulement.



29,95\$  
par mois

Le forfait Avantage  
portatif

Motorola. Le forfait Avantage portatif Plus à 42,95\$ comprend 30 minutes gratuites par mois pour les 36 prochains mois.



**Bell Mobilité Cellulaire**

La Clef de Sol inc.



LA DÉMISSION DE MULRONEY



# Rae louange le «débiteur en fuite»

TORONTO — Malgré sa très basse cote en Ontario, Brian Mulroney s'est attiré les éloges des politiciens de cette province, y compris celles de son ennemi Bob Rae.

par SUZANNE DANSEREAU  
de la Presse canadienne

Au plan personnel, « M. Mulroney est un homme remarquable, doté de qualités humaines extraordinaires que le public canadien n'a peut-être pas eu l'occasion de voir », a déclaré hier le premier ministre néo-démocrate de l'Ontario. « Un homme qui a travaillé inlassablement pour le pays, qui a contribué à la cause de l'unité nationale. »

Néo-démocrate jusqu'au bout des ongles, partisan de Audrey

MacLaughlin et ennemi juré du traité de libre-échange nord-américain, M. Rae n'a pas d'atomes crochus aux plans politique et économique avec M. Mulroney, qu'il a déjà surnommé « le débiteur en fuite » (absconding debtor).

Mais le premier ministre ontarien a dit hier qu'il avait eu l'occasion de connaître le côté humain de M. Mulroney. « Naturellement nous avons des visions tout à fait différentes en ce qui concerne l'économie et nos relations avec les États-Unis. Je crois que l'héritage qu'il laisse au Canada est très no-

cif. Mais je dois dire qu'au plan personnel, c'est un homme qui a toujours travaillé avec ses collègues avec beaucoup d'humour, d'esprit et d'humanité. Je me souviendrai toujours de ses gentillesse envers moi et ma famille ».

Lorsque le frère de Bob Rae est décédé du cancer récemment, M. Mulroney a été le premier à lui offrir ses sympathies.

**Il était le « fun »**

David Peterson, l'ex-premier ministre libéral de l'Ontario, qui a travaillé très fort avec M. Mulroney en vue de l'adoption de l'Accord constitutionnel du Lac Meech entre 1987 et 1990 et qui connaît l'homme depuis 25 ans, se souviendra surtout du sens de l'humour de M. Mulroney.

Il était « le fun », s'est exclamé hier M. Peterson. « Un homme charmant et drôle. Même quand j'étais fâché contre lui, je l'aimais pareil ». M. Peterson, qui est très actif au sein du Parti libéral du Canada, estime que le départ de M. Mulroney n'est pas une bonne chose pour les libéraux de Jean Chrétien, puisque selon lui, les conservateurs ont maintenant de meilleures chances électorales en Ontario.

Bill Davis, un autre ex-premier ministre, conservateur celui-là, a fait pour sa part une éloge dithyrambique de M. Mulroney. « C'est un jour vraiment triste pour les conservateurs à travers le pays.

Jamais depuis Sir John A. MacDonal, les conservateurs n'ont eu un leader national doté d'une capacité aussi forte de remporter la victoire. »

« En tant que Canadien, je salue sa tolérance, sa défense victorieuse de l'unité nationale et son engagement envers une économie plus compétitive ». Brian Mulroney a mené une lutte courageuse et parfois solitaire en vue de l'amélioration de la compétitivité globale du Canada (...). Son gouvernement a été un agent de changement et son leadership a permis les changements nécessaires pour le pays. Il mérite fortement d'être bien traité par l'Histoire. »

**Impopularité croissante**

Mais en Ontario, son départ sera accueilli avec « soulagement », opine David Peterson. Les Ontariens n'aiment pas M. Mulroney depuis la fin 1990, rappelle Donna Dasko, vice-présidente de la firme de sondage Environnics.

À 10 % en décembre dernier, sa popularité personnelle était encore plus faible que celle de son parti, laquelle, à 16 % en janvier, était inférieure à celle du Reform Party (à 17 %, contre 51 % pour les libéraux et 12 % pour le NPD, selon le plus récent sondage Environnics).

« M. Mulroney n'était pas populaire ici », déclare Mme Tasko, qui croit, à l'instar de David Peterson, que le départ du chef est une bonne chose pour les conservateurs en Ontario.

## Wells déplore les paroles du démissionnaire

SAINT-JEAN, T.-N. (PC) — Le premier ministre de Terre-Neuve Clyde Wells a déploré, hier, que le premier ministre Brian Mulroney « ait à récrire l'histoire de cette façon, en cette journée particulière où il quitte son poste ».

« C'est encore plus regrettable, peut-être, s'il croit réellement ce qu'il dit », a-t-il ajouté.

M. Wells commentait une déclaration antérieure de M. Mulroney, qui le blâmait pour l'échec de l'Accord du lac Meech, en juin 1990.

« Les premiers ministres provinciaux, avait rappelé M. Mulroney, ont signé un document constitutionnel officiel, s'engageant soit à tenir un référendum sur l'entente, soit à la faire ratifier par leur Assemblée législative. »

« Si un premier ministre provincial a choisi de ne pas respecter l'engagement écrit qu'il avait pris, ce sera à lui d'en répondre

devant l'Histoire. Mais les Québécois savent et les Canadiens savent ce que j'ai tenu parole. »

M. Wells a signalé que le Manitoba a obtenu un délai de dernière minute pour demander un avis à la Cour suprême, mais que ce ne fut pas le cas de Terre-Neuve.

À Terre-Neuve, a-t-il noté, les députés « ont voté pour suspendre la séance ». Alors, « je ne les ai pas empêchés de voter. C'était leur décision. Le Manitoba n'a pas appuyé l'accord. Que Terre-Neuve ait voté ou non n'aurait fait aucune différence. Il ne pouvait pas passer d'une façon ou de l'autre ».

D'ailleurs, a-t-il affirmé, si un vote avait eu lieu, le résultat aurait été « non » à Meech.

**RÉACTIONS**

**«Un chef extraordinaire»**

(PC) — « C'est un chef extraordinaire », a dit Kim Campell en commentant le départ de Brian Mulroney. Son leadership nous frappe aujourd'hui. Il pensait quitter depuis un bon bout de temps et il a choisi le meilleur moment pour le parti ». Mme Campbell n'en a pas dit plus long. « Aujourd'hui, c'est la journée de Brian Mulroney », a-t-elle expliqué.

**Entre la gentillesse et la dureté**

VICTORIA (PC) — Le premier ministre de la Colombie-Britannique, Mike Harcourt, a eu des mots gentils hier pour le premier ministre Brian Mulroney, mais deux de ses ministres n'ont pas tenu le même langage. « Il est temps d'apprécier un premier ministre qui a travaillé dur pour le Canada et souhaiter à lui et à sa famille tout le bonheur qu'ils méritent », a déclaré M. Harcourt. Mais, pour sa part, le ministre des Affaires constitutionnelles Moe Sihota n'a versé aucune larme en apprenant la nouvelle. « Selon mon expérience dans le dossier constitutionnel, M. Mulroney était arrogant et narcissique. » M. Sihota a révélé que l'attitude autoritaire de Brian Mulroney minait souvent l'atmosphère des pourparlers constitutionnels tenus à huis clos. Par ailleurs, le ministre des Finances Glen Clark a dit que les politiques fiscales de Mulroney ont fait mal à la Colombie-Britannique. L'ex-premier ministre créditiste Bill Vander Zalm a pour sa part été surpris d'apprendre cette démission. « Je pensais qu'il aurait tenté sa chance aux prochaines élections. » Il a dit qu'on a sous-estimé les réalisations de M. Mulroney sur le plan international.

**Un rassembleur**

MONTREAL (PC) — Le maire de Montréal Jean Doré a souligné à quel point le premier ministre Mulroney avait démontré de la sensibilité face aux préoccupations des Montréalais. « Sous votre leadership, plusieurs dossiers économiques importants se sont réglés dans le sens des intérêts de Montréal », écrit le maire de Montréal, dans un télégramme qu'il a fait parvenir au premier ministre démissionnaire. Au plan personnel, le maire Doré souligne les « grandes qualités de rassembleur » de M. Mulroney, ainsi que le travail qu'il a su accomplir dans des dossiers complexes.

**Ouverture envers les autochtones**

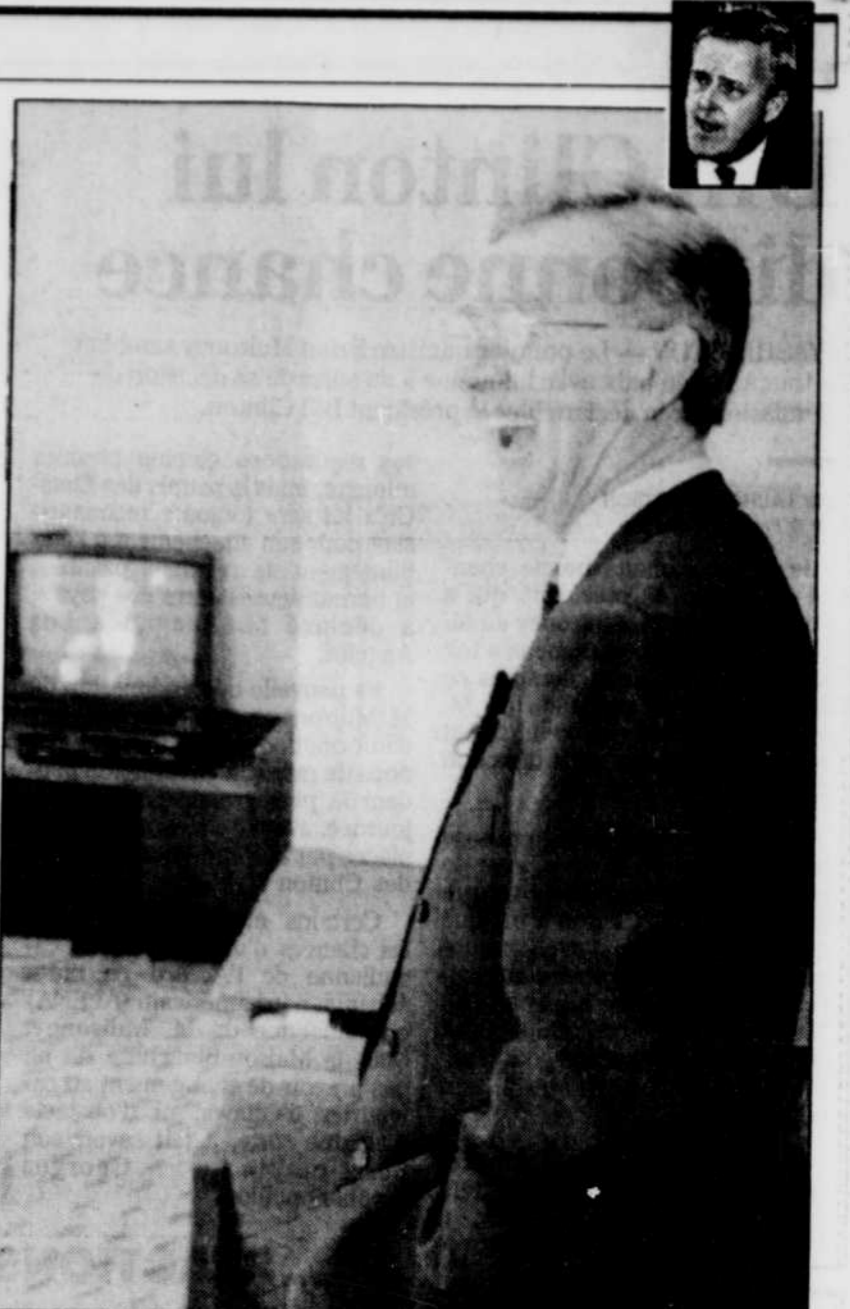
Le Conseil des Attikameks et des Montagnais, de son côté, relève la très grande ouverture d'esprit du premier ministre du Canada, qui avait permis la création d'un troisième ordre de gouvernement, dans l'entente de Charlottetown. « Vous avez toujours su faire primer l'intérêt collectif, malgré un contexte social et économique particulièrement difficile », écrit M. René Simon, président du conseil, dans un télégramme qu'il a fait parvenir à M. Mulroney. Les Attikameks et Montagnais souhaitent trouver autant de compréhension et d'ouverture chez le successeur de M. Mulroney.

*Une bonne soupe du jour se fait le matin même*

**saint-germain**

venez passer un bon moment

LIVRAISON (681-6035) • COMMANDES AU COMPTOIR  
1525, SHEPPARD, SILLERY 681-6035 • 2750, CHEMIN STE-FOY, PLAZA LAVAL 658-6067



Pour le chef du Reform Party, Preston Manning, le départ de Brian Mulroney n'avait rien de triste. « Je crois que le pays a déjà décidé de jeter dehors ce gouvernement », a-t-il dit visiblement heureux.

**ANDRÉ LALONDE SPORTS**

Jeudi, vendredi 10h à 21h  
Samedi, 9h à 17h

**LIQUIDATION AU PRIX COÛTANT**

**SKIS ALPINS AU PRIX COÛTANT** **BOTTES AU PRIX COÛTANT** **PLANCHES À NEIGE AU PRIX COÛTANT**

<p>ELAN ULTRA PRO SL ELAN NRG 110 ATOMIC KEVLAR 70 BLIZZARD V10 DYNAMIC VECTOR HEAD MAGNUM ATOMIC 533 EXP</p>	<p>ATOMIC 533 EXL BLIZZARD VCS LADY BLIZZARD V16 HEAD CL6 DYNAMIC VR27 SL VOLKL ZEBRA S</p>	<p>MUNARI EVOLUTION TOP 3 (H) MUNARI FANTASY TOP 3 (FEMME) TECHNICA TLC DACHSTEIN V3 PRO HEIRLING FX 87 (H-F) HEIRLING FX 89 TECHNICA TNT TECHNICA TC3</p>	<p>CHECKER PIG SWING 6 CHECKER PIG F15 CHECKER PIG F16 MORROW MP 45 MORROW MP 55 MORROW MP 65 MORROW FP 58 MORROW FP 63 KEMPER FREESTYLE BURTON KELLEY AIR (1991-92) FIXATION DE PLANCHE À NEIGE FIX EXEL</p>
---	---	--	---

**TOUS CES ARTICLES SONT VENDUS AU PRIX COÛTANT**

**SKIS DE FOND AU PRIX COÛTANT** **VÊTEMENTS AU PRIX COÛTANT** **FIXATIONS AU PRIX COÛTANT**

<p>SKI ATOMIC COMP G KARHU CLASSIC BOTE ALPHA ALF22</p>	<p>JOFF • O'NEIL • MOBIUS • STORY NORDICA • COLTECH • ZULU • SPIDER BURDY ICE • SUNALP • AUDVIK PARALLELE INNSBRUCK • LIFA (SKI DE FOND)</p>	<p>ESS SPORT ATOMIC TREND ESS RACING</p>
---	--	--

**LES VÉLOS ARRIVENT...** SERVICE ET MISE AU POINT DE SKIS EN 24 HEURES

**André Lalonde Sports**

Prix en vigueur jusqu'à épuisement des stocks  
Les photos ne sont qu'à titre d'illustration

<p>ALMA 702, Avenue du Parc Nord (418) 668-5504</p>	<p>BEAUPORT 3333, rue de Camille (418) 660-2660</p>	<p>CHARLESBOURG 4312, 1<sup>re</sup> Avenue (418) 622-1099</p>	<p>SAINTE-GEORGES DE BEAUCHE 500, 8<sup>te</sup> Rue (418) 727-5005</p>
<p>GRAND-MÈRE 10100, boul. Vallée du Parc (819) 359-0010</p>	<p>NEUFCHÂTEL 4603, boul. de l'Auvergne (418) 842-5014</p>	<p>SAINTE-ANNE DE BEAUPRE 9678, boul. Sainte-Anne (418) 827-4356</p>	<p>DRUMMONDVILLE 131, Centre (819) 477-0442</p>
<p>BAIE-COMEAU 302, boul. Lussier (418) 246-0554</p>	<p>VICTORIAVILLE 475, boul. Jutra Est (819) 758-1403</p>	<p>CHICOUTIMI 1657, boul. Saint-Paul (418) 543-3003</p>	<p>TROIS-RIVIÈRES 3748, boul. des Forges (819) 373-2672</p>

**STE-FOY**  
2450, boul. Laurier (418) 658-0010

**BILLETS DE SKI**

<p>Bromont *Mont Gabriel *Mont Olympia</p>	<p>PRIX REG. 37 \$/5 \$ PRIX DU CLUB 2337 PRIX REG. 26 \$/5 \$ PRIX DU CLUB 1953 PRIX REG. 26 \$/5 \$ PRIX DU CLUB 1953</p>	<p>Gray Rocks *Stoneham *Val St-Côme</p>	<p>PRIX REG. 21 \$/5 \$ PRIX DU CLUB 1799 PRIX REG. 26 \$/5 \$ PRIX DU CLUB 2426 PRIX REG. 25 \$/5 \$ PRIX DU CLUB 2300</p>
--	---	--	---

\*Adulte - fin de semaine  
SUPER SPECIAL AUSSI DISPONIBLE SUR SEMAINE ET EN SCRÉE

**OUVERT LE DIMANCHE À PLACE STE-FOY**



## LA DÉMISSION DE MULRONEY

# Bill Clinton lui dit bonne chance

WASHINGTON — Le premier ministre Brian Mulroney semblait « tout à fait en paix avec lui-même » au sujet de sa décision de démissionner, a déclaré hier le président Bill Clinton.

par LAURA EGGERTSON  
de la Presse canadienne

« Je lui ai souhaité bonne chance », a ajouté le président, qui a conversé avec M. Mulroney au téléphone. La Maison-Blanche a fait savoir que les deux hommes se sont parlés à la demande de M. Mulroney, après que celui-ci eut remis sa démission de la direction du Parti conservateur.

Au cours d'une conférence de presse conjointe donnée avec le premier ministre britannique John Major, M. Clinton a indiqué que M. Mulroney l'avait assuré que son gouvernement continuerait à travailler avec lui, et que M. Mulroney lui-même maintiendrait sa collaboration avec le gouvernement américain jusqu'à son départ.

MM. Mulroney et Clinton s'étaient rencontrés pour la première fois au début du mois, à Washington.

Les ex-présidents américains George Bush et Ronald Reagan ont également fait l'éloge de M. Mulroney, dans deux déclarations distinctes.

M. Bush a lui aussi parlé de M. Mulroney comme d'un ami et d'un « allié sûr ». De Houston, au Texas, où il s'est retiré après sa défaite électorale aux mains de Bill Clinton, il a rappelé en particulier l'appui du Canada à l'opération Tempête du désert et le leadership manifesté par le Canada dans la crise somalienne.

Les Mulroney étaient aussi proches du couple Reagan. M. Mulroney partageant avec M. Reagan des racines irlandaises. L'ancien président a salué un « dirigeant audacieux et courageux » en la personne de Brian Mulroney. « On se rappellera de plusieurs de

ses réalisations comme premier ministre, mais le peuple des États-Unis lui sera toujours reconnaissant pour son attachement à l'établissement de relations paisibles et harmonieuses entre nos pays », a déclaré M. Reagan à Los Angeles.

La nouvelle de la démission de M. Mulroney a ouvert les bulletins d'information de CNN et des stations de radio de Washington pendant la plus grande partie de la journée, avant qu'elle ne soit remplacée par la conférence de presse des Clinton et Major.

Certains médias ont supputé les chances d'une ratification canadienne de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en l'absence de M. Mulroney. Mais la Maison-Blanche a dit ne pas prévoir de changement au calendrier d'Ottawa, ni d'obstacle d'aucune sorte, a fait savoir son porte-parole Georges Stephanopoulos.



Premier dirigeant étranger reçu à la Maison-Blanche par le président Bill Clinton, Brian Mulroney avait développé des liens privilégiés avec George Bush (ci-haut) et Ronald Reagan (ci-contre).

## RÉACTIONS

### ■ Boutros Boutros-Ghali

Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a souhaité le maximum de succès à son « ami personnel » Brian Mulroney pour la poursuite de son engagement au service du Canada et de l'humanité. Son porte-parole, M. Ahmad Fawzi, a qualifié de « plutôt soudaine » la décision de M. Mulroney. Son nom avait été cité à la fin de 1991 parmi les possibles remplaçants de l'ancien secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

### ■ Tristesse de John Major

Le premier ministre britannique John Major a exprimé sa « tristesse » à l'annonce de la démission de M. Mulroney, soulignant qu'il avait été un « très grand ami du Royaume-Uni et du Commonwealth ». « Je considère Brian comme un vieil ami et un bon ami et il va me manquer », a-t-il ajouté. « Mais c'est sa décision et je lui souhaite bonne chance à l'avenir et j'attends avec

impatience de le voir au Royaume-Uni dans les semaines qui viennent. »

### ■ Son français joue contre Crosbie

(CP) — Le ministre des Pêches John Crosbie a annoncé hier qu'il ne connaissait pas assez la langue française pour se porter une autre fois candidat à la direction du Parti conservateur. « Je ne m'y connais pas plus en français qu'en 1983. Je ne répéterai donc pas l'expérience. » M. Crosbie avait fini au 3e rang lors de la course à la direction qui avait donné Mulroney grand gagnant.

### ■ Député du NPD expulsé

OTTAWA (PC) — Quatre gardes de sécurité des Communes ont saisi le député néo-démocrate Svend Robinson et l'ont obligé à quitter la salle où devait se tenir hier la conférence de presse de Brian Mulroney, parce que le discours de démission du premier ministre était considéré comme un événement exclusivement

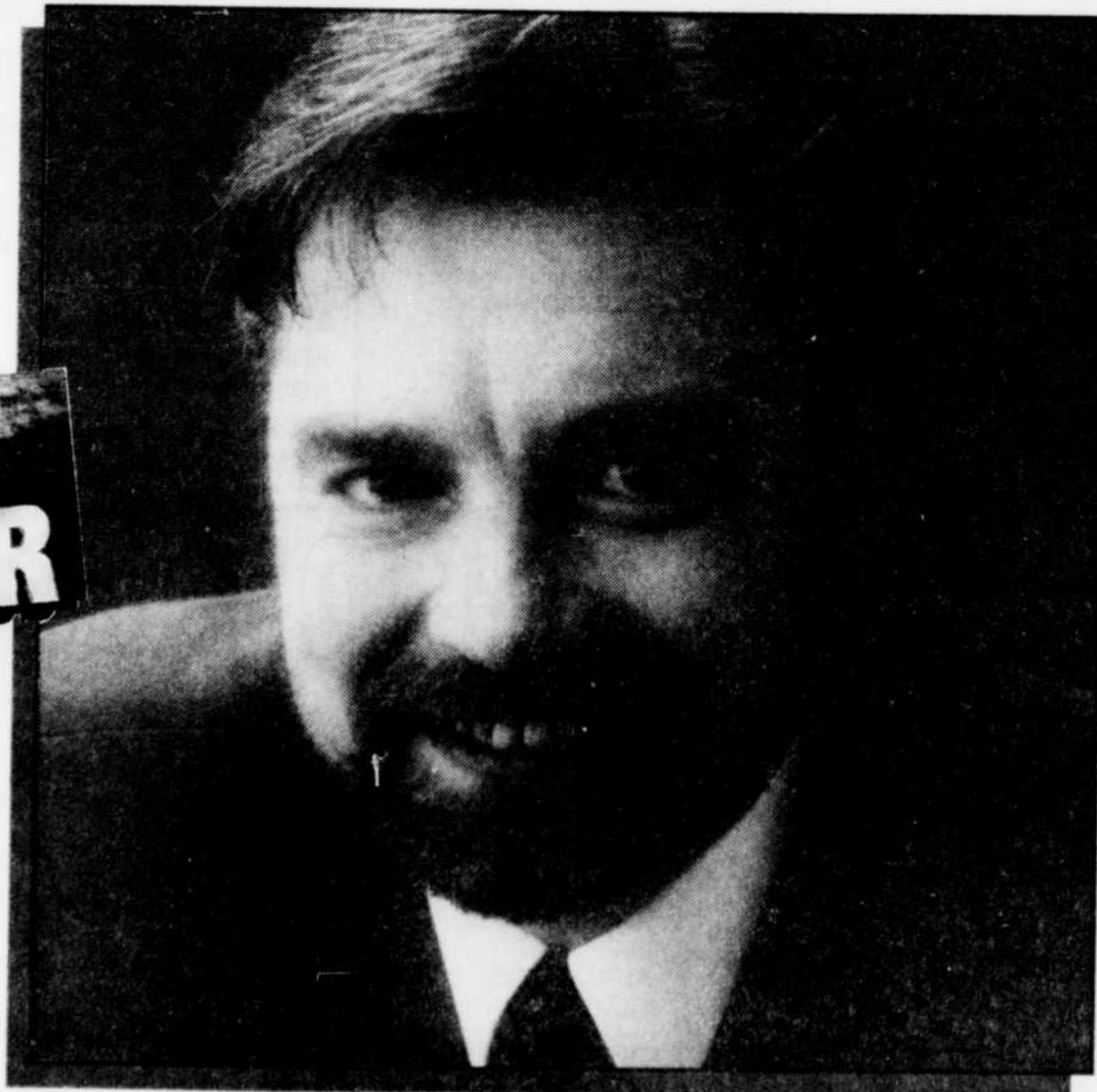
conservateur. Lorsque M. Robinson a dit qu'il était en droit d'assister à toute conférence de presse ministérielle se tenant sur la colline, il a été expulsé manu militari par les gardes dont l'un d'entre eux tenait le bras du député immobilisé dans le dos. Le président des Communes John Fraser à qui Robinson s'est plaint, a accepté l'explication des responsables de la sécurité, à savoir que la conférence de presse était un événement organisé par le Parti conservateur, a indiqué Terry Collins, un porte-parole du bureau du président.

### ■ Les Franco-Albertains ne pleurent pas

« Nous ne sommes ni surpris, ni déçus du départ de Brian Mulroney. Il ne passera certes pas à l'histoire pour sa générosité à l'égard des francophones de l'Alberta », a souligné le président de l'Association canadienne-française de l'Alberta, M. Denis Tardif. « Nous avons été souvent sacrifiés sur l'autel de la réconciliation nationale et sans le soutien de M. (Joe) Clark et le travail acharné des associations provinciales porte-parole des francophones hors Québec, nous aurions été oubliés lors de l'Accord de Charlottetown », a rappelé M. Tardif.

# Prenez des nouvelles de votre monde . . .

des nouvelles complètes et variées



CE  
SOIR

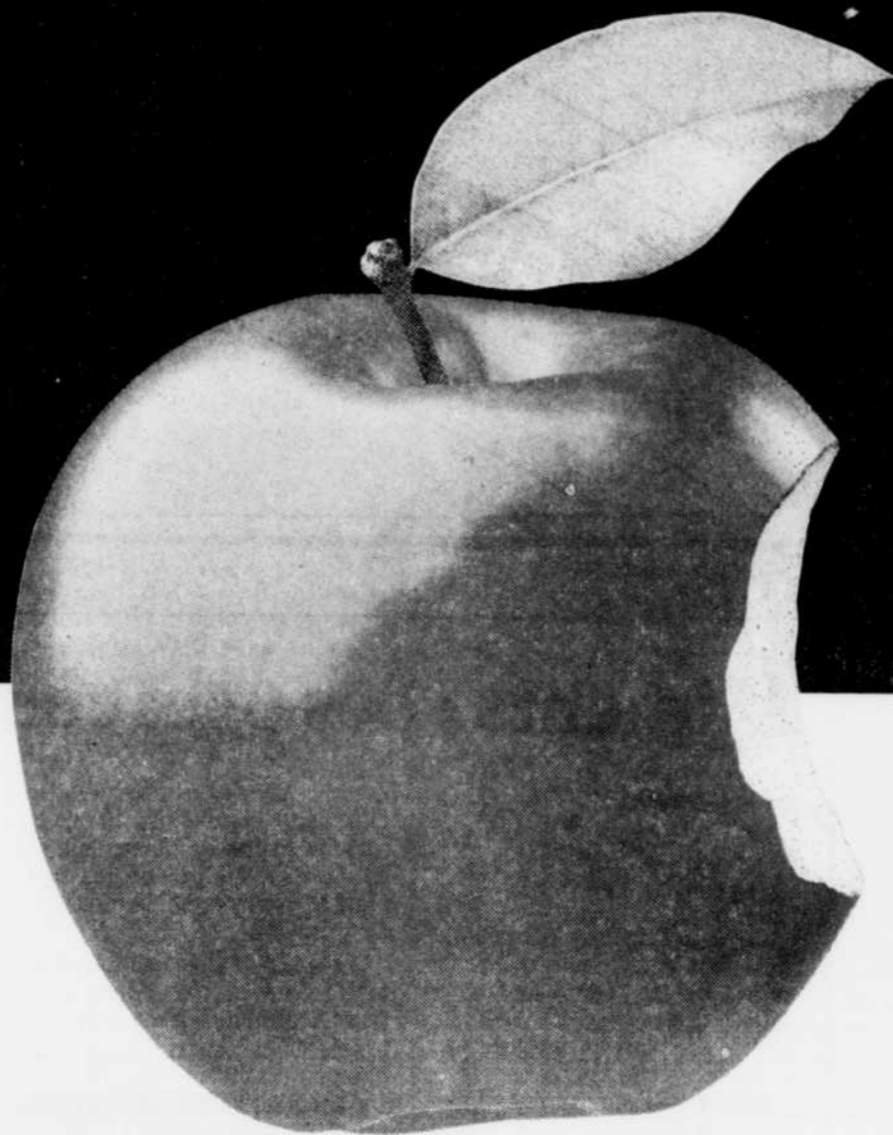
18h

de Blanc-Sablon  
à Lac-Mégantic

RENDEZ-VOUS  
CE SOIR 18h  
Jean Martin

SRC  Télévision  
Québec

# Demain et samedi croquez un fruit passionnant.



## Le Salon Macintosh de Québec Goûtez aux récentes nouveautés!

Pour les passionnés de l'informatique et tous ceux  
et celles qui veulent le devenir.

En primeur à Québec: Le Salon Macintosh!  
Un événement unique pour découvrir en exclusivité les tout nouveaux produits Apple.  
Plus de 50 exposants seront sur place pour vous présenter les récentes technologies innovatrices.  
Participez gratuitement à des séminaires/conférences dirigés par des professionnels.  
Croquez à pleines dents toutes les activités.



vendredi 26 février		Salle 1											
11h	Microsoft word 5.1	12h	Lotus Lotus 1-2-3	13h	Apple Nouveaux produits	14h	Aldus PageMaker 5.0	15h	Radius, Davstar, Micro Logic Comment améliorer la performance de vos Macintosh	16h	Garfel Fax et Modem sur cellulaire	17h	Microsoft word 5.1
vendredi 26 février		Salle 2											
11h-90	Possant Thibault L'information des PME en 1993	12h-90	Compeblis Logiciel de Paie	13h-90	Machina Sapiens Correcteur 101	14h-90	Bugh Architecte 5.7	15h-90	Claris FileMaker Pro 2.0	16h-90	TeamBuilding Agent DA	17h-90	Claris Works
samedi 27 février		Salle 1											
11h	Apple Nouveaux Produits	12h	Apple Nouveaux Produits	13h	Machina Sapiens Correcteur 101	14h	Micro Logic Le Mac à la maison						

Le vendredi 26 février de 10h à 19h et  
le samedi 27 février de 10h à 16h.

Gagnez un nouveau PowerBook 165 C couleur d'une valeur d'environ 5000\$, aucun achat requis:

Admission gratuite

**MICRO  
LOGIC**

2786, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy  
Stationnement disponible.

\* Règlements du concours disponibles chez Micro Logic.

Click!  
DIVISION DÉTAIL DE MICRO LOGIC



Concessionnaire autorisé.

## ÉDITORIAL

## Le Québec perd un allié

Quelques jours après Joe Clark, M. Mulroney se rend à l'évidence : les électeurs ne sont pas disposés à lui accorder à nouveau leur confiance. Il en a conclu qu'il valait mieux tirer sa révérence.

Pendant dix ans, il a dirigé le Parti conservateur avec doigté ; ses talents de médiateur ont été particulièrement appréciés au Conseil des ministres et au caucus des députés, forum où l'on retrouve toute la gamme des intérêts divergents et même opposés du Canada. Il a su tempérer les emportements des députés mécontents des politiques fédérales et garder une cohésion qui avait toujours fait défaut au Parti conservateur.

L'arrivée sur la scène politique canadienne « du p'tit gars » de Baie-Comeau a modifié les alliances politiques traditionnelles au Québec. M. Mulroney a réussi, en 1984, le tour de force de s'allier péquistes et libéraux provinciaux pour déloger les libéraux fédéraux.

Des relations très étroites allant jusqu'à la complicité se sont développées entre M. Mulroney et le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa. Les accords constitutionnels du lac Meech et de Charlottetown, l'accord de libre-échange avec les États-Unis et celui avec le Mexique, l'introduction de la TPS — les réalisations principales des deux mandats de M. Mulroney — auraient, sans doute, été impossibles sans cette alliance.

L'histoire d'amour entre M. Mulroney et le Québec avait démarré avec son engagement pris à Sept-Îles de réintégrer le Québec dans le giron constitutionnel « dans l'honneur et la dignité ». De longues et laborieuses négociations constitutionnelles ont marqué les deux mandats de son gouvernement et conduit à l'échec référendaire du 26 octobre dernier. Une majorité de Canadiens et de Québécois rejetaient alors le compromis de Charlottetown. Personne ne pourra, cependant, reprocher à M. Mulroney de ne pas avoir tout essayé.

Au plan économique, les mandats de M. Mulroney ont été marqués par des périodes de croissance et de récession, toutes aussi exceptionnelles. On lui reprochera de ne pas avoir comprimé suffisamment les dépenses dans les bonnes années pour pouvoir affronter les années de vaches maigres.

La gestion du déficit constitue certainement l'échec le plus important de l'administration Mulroney. Malgré les efforts, la dette nationale a doublé alors que le contrôle des dépenses publiques était la priorité de son parti.

Il n'a pas su vendre ni tirer parti des bons coups de son gouvernement, comme l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Les contribuables boudent encore la TPS. M. Mulroney a probablement sous-estimé l'importance d'expliquer ses politiques. Il aura pourtant réussi à nous débarrasser de l'inflation galopante héritée des années de gestion libérale.

Dans sa déclaration annonçant son départ, M. Mulroney a voulu laisser l'image d'un homme de parole et d'un homme de parti. Avant son élection à la tête du gouvernement, il avait indiqué que deux mandats comme premier ministre au Canada étaient suffisants ; il aura tenu parole.

M. Mulroney est aussi un homme de parti : il soutient, avec raison, « qu'il laisse un parti dont les finances et l'organisation sont en bon état et qui est prêt à mener et remporter la campagne électorale ».

M. Mulroney n'aura pu réaliser son rêve de réconciliation nationale, mais il y a consacré dix ans d'efforts. Il quitte la politique dans l'honneur et la dignité.

MICHEL AUDET

## Bloc-notes

## Sagesse populaire

Lors du recensement de 1991, trois quarts de million de personnes ont répondu « Canadien » à la question portant sur leur origine ethnique. Manifestation d'une sagesse populaire qui exclurait toute référence ethnique pour insister sur la nationalité acquise quand on naît au Canada ?

Le climat socio-politique au moment du recensement, le 4 juin 1991, a pu influencer des répondants, encouragés par une campagne menée dans certaines régions du pays. On était alors en plein débat constitutionnel.

Ce n'est pas la première fois que la question sur l'ethnie d'origine des Canadiens soulève des vagues. Avant 1981, seule l'ascendance paternelle était considérée par les statistiques ; les groupes féminins ont imposé le changement.

Mais cette fois-ci, le grand malaise canadien s'exprime. Même si Statistique Canada verse à la colonne des gens « d'origine autre que britannique ou française » tous ceux qui ont répondu « Canadien » soit 765 095 personnes dont 20 205 au Québec, les chiffres sont éloquentes. En 1986, seulement 70 000 personnes avaient fait ce choix.

Pour les statisticiens, la question sur les origines ethniques est une boîte de Pandore : que sont donc les huit millions de Canadiens qui se réclament de plus d'une origine à cause de grands-parents gréco-italo-franco-irlandais ?

Quel est l'intérêt de maintenir ces divisions proches d'une certaine forme de racisme si l'on souhaite que ceux qui vivent en territoire canadien s'identifient comme des Canadiens ? Combien faudra-t-il de générations pour atteindre cet objectif si l'on cultive les différences ?

Ceux qui ont tiqué en entendant que un habitant du pays sur trois avait des ancêtres « étrangers » ont eu raison. Il est temps que l'on abandonne cette approche ethnique dans les analyses de la population canadienne. De quoi est faite cette approche : de la couleur de la peau, de la religion, de la langue des ancêtres ?

L'ancienne Yougoslavie illustre à quels excès, à quelles aberrations peuvent conduire les distinctions ethniques. Ici, la question amérindienne et les problèmes issus de la nouvelle immigration devraient servir d'avertissement.

Pendant que la marmite américaine continue de mijoter, concentrant l'essence de ce qui fait un citoyen américain fier de l'être, la mosaïque — ou la courtpointe — canadienne résiste mal aux tiraillements ethniques et au culte des différences culturelles.

MARTINE R. CORRIVAULT

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:

PIERRE DES MARAIS II

Éditeur adjoint et rédacteur en chef

J.-JACQUES SAMSON

Vice-président exécutif:

DENIS CLICHE

Président et Éditeur:

ROBERT NORMAND

Directeur de l'information:

ANDRÉ FORGUES

Directeur de l'édition:

MICHEL AUDET



Point de vue

## Aliments : des prix compétitifs au Québec

par YVON PROULX

Ce qui frappe en premier lieu dans l'annonce que Proviso réduit de 10 à 40 % le prix de 10 000 de ses produits, c'est que, dès la première phase, des produits comme le lait, le beurre, le poulet et les oeufs seront vendus substantiellement moins chers, une réduction atteignant 22,4 % dans le cas des oeufs.

Comme on le sait, ce sont des produits dont l'offre est gérée au niveau de la ferme. Les producteurs et productrices agricoles concluront sans doute : donc ce n'est pas nous qui vendions trop cher, donc ce n'est pas à cause de la gestion de l'offre que beaucoup de consommateurs traversent la frontière américaine et en reviennent avec, entre autres, des produits laitiers et avicoles.

Cette conclusion est certes défendable. Une enquête commandée par Agriculture Canada et réalisée en mars 1991 a montré qu'en moyenne, dans les villes frontalières étudiées, les prix alimentaires canadiens étaient supérieurs aux prix américains d'environ 10 %. Dans l'Est canadien, les prix des produits laitiers étaient supérieurs de 7 % et le prix du poulet et des oeufs de l'ordre de 20 %. Les réductions de prix annoncées ren-

dent le prix de ces produits parfaitement compétitifs et il en sera de même de l'ensemble du panier alimentaire, une fois complété le programme de réduction de prix annoncé.

Cela est une excellente nouvelle. Certes, des consommateurs continueront de traverser la frontière à la recherche d'au-baines pétrolières ou autres. On souhaite qu'ils réalisent que les produits alimentaires qu'ils y achetaient ne sont plus moins chers, et que nos produits sont devenus compétitifs sans rien perdre de leur qualité supérieure. On peut espérer que cela stoppera les pertes de marché qui résultent de ces achats outre-frontière.

La bonne nouvelle ne s'arrête pas là. La diminution des prix devrait aussi stimuler la consommation d'un bon nombre des produits vendus par Proviso et donc élargir le marché de plusieurs produits agricoles du Québec. Cela est particulièrement bienvenu en ces temps difficiles qui réduisent le pouvoir d'achat de tant de personnes et contribuent à rétrécir les marchés.

On sait qu'un des problèmes majeurs du secteur agricole, non seulement ici mais dans l'ensemble des pays industrialisés, est justement l'étroussé des marchés par rapport à la capacité de les approvisionner, voire de les sur-alimenter.

Il y a une ombre au tableau toutefois. Certains secteurs agricoles n'ont pas encore mis en place des mécanismes élaborés de regroupement de l'offre ou de négociation de prix. Dans ces secteurs, il pourrait arriver qu'on tente de financer les baisses de prix au détail par des pressions à la baisse sur les prix à la ferme. Proviso a annoncé qu'il financerait ses baisses de prix par les économies réalisées en rationalisant ses opérations.

Il a aussi dit qu'il avait ou allait négocier des rabais auprès de ses fournisseurs, les grossistes et les grands fabricants de produits alimentaires. Espérons que ces derniers rationaliseront aussi leurs opérations, autrement ce sont certainement les producteurs et productrices agricoles en plus faible position de négociation qui vont écopier et très lourdement.

Il est important de comprendre que les producteurs et productrices agricoles ne peuvent simplement pas financer les baisses de prix de détail annoncées. Etant donné la part du dollar dépensé par le consommateur qui revient à la ferme, 30 à 35 cents en moyenne, il faudrait réduire les prix à la ferme de 60 % pour pouvoir réduire les prix au détail de 20 %. C'est carrément impensable. C'est la raison pour laquelle nous disons

depuis longtemps que l'amélioration de la compétitivité des prix des aliments ne peut être assurée par les producteurs agricoles seuls, ni même principalement.

Le point ci-dessus appelle un dernier commentaire. Les réductions de prix annoncées par Proviso vont certainement dans le sens de la stratégie « Conquête des Marchés » annoncée par l'UPA au Sommet de l'Agriculture du mois de juin 1992. On a déjà expliqué que cette stratégie vise à consolider nos positions sur nos propres marchés et à en percer de nouveaux là où c'est possible. Cela suppose certainement des réductions de prix. Les producteurs ont dit à ce sommet qu'ils sont prêts à ouvrir les livres et regarder là où ils peuvent faire mieux, mais à condition que l'ensemble de leurs partenaires en fasse autant.

Proviso semble disposé à le faire. C'est un pas dans la bonne direction. Il faut certainement que ceux qui se situent entre le détaillant et le producteur emboîtent le pas. C'est à cette seule condition que nous deviendrons plus solides chez nous et présents partout.

M. Yvon Proulx est producteur laitier et docteur en économie agricole.

## Votre Opinion

## Un droit contourné

(Lettre à madame Lucienne Robillard, ministre de l'Éducation)

Vous avez sûrement pris connaissance du jugement du Tribunal des droits de la personne qui donne raison à la volonté des parents de Danny Rouette, jeune homme ayant une déficience intellectuelle, d'intégrer leur enfant dans une classe régulière d'une école secondaire de l'Annie-Lorette.

Si nous nous réjouissons du jugement rendu par la juge Michèle Rivest, nous déplorons le fait que, depuis quelques années, plusieurs parents d'enfants ayant une déficience intellectuelle aient dû avoir recours à des procédures judiciaires très coûteuses et également très éprouvantes pour faire valoir leur droit de choisir l'école de leur enfant. Un droit qui, en théorie, est reconnu par le ministère mais qui, en pratique, peut être facilement contourné par les commissions scolaires.

En fait, la Loi sur l'instruction publique laisse aux commissions scolaires le libre choix d'intégrer ou non les élèves ayant une déficience, et les recommandations du ministère sont ainsi, plus souvent qu'autrement, laissées

lettre morte.

Si l'intégration scolaire au niveau primaire a connu au cours des dernières années un développement lent, mais relativement continu, ce n'est pas du tout le cas de l'intégration au niveau secondaire. Si bien qu'aujourd'hui nous nous retrouvons avec des parents dont les enfants ont complété le cycle primaire au secteur régulier et qui se butent à un refus catégorique lorsqu'ils cognent aux portes des écoles secondaires.

C'est le cas, entre autres, des parents de Rémi Rousseau — refusé par la même commission scolaire que Danny Rouette — dont la cause sera également portée devant le tribunal.

En ne définissant pas clairement de « balises » en matière d'adaptation scolaire et d'intégration, le ministère de l'Éducation s'est arrêté à mi-chemin, si bien que maintenant nous nous retrouvons dans une impasse où les luttes juridiques semblent la seule solution possible pour les parents. Un moyen que, n'en doutez pas, nombre d'entre eux aimeraient ne pas avoir à utiliser.

Monique Laviolette-Marquis, présidente, Association du Québec pour l'intégration sociale

## Être dissident

« La liberté, c'est un bien grand mot. Les artistes, les révolutionnaires et les vrais chrétiens en vivent et en meurent ». *Simonne Monet-Chartrand, Journal intime, 1978.*

Le droit à la dissidence est-il reconnu dans une société démocratique comme la nôtre ? Les individus militant dans des organisations politiques peuvent-ils espérer exprimer leurs convictions personnelles sans être esclaves de la ligne orthodoxe de leur parti et sans craindre constamment d'y être expulsés, sanctionnés d'une position originale et non partisane ?

Ce droit à la dissidence est, implicitement, prévu à l'article 7 de la Charte canadienne des droits et libertés, laquelle énonce que « chacun a droit à la liberté de sa personne... ». Les objecteurs de conscience font appel à la liberté de conscience et de religion en vertu de l'article 2 de la même charte. La magistrature y découvre quotidiennement la source de son inspiration et de son renouvellement.

La Commission-Jeunesse du Parti libéral, à son congrès des 6

et 7 février dernier, nous a livré un spectacle navrant en révélant la docilité de jeunes de 18-20 ans à l'égard d'une philosophie politique dessinée par leurs aînés et leur proposant, comme seul idéal, la voie de la raisonnable.

Pourtant, l'essentiel de la jeunesse se situe dans la passion et l'intransigeance en se méfiant des comportements grégaires. Toute velléité pour le compromis, à cet âge, risque de se traduire tôt ou tard par une sclérose de la pensée et de l'action, stérilisant d'avance tout bain de jouvence.

Il n'est pas demandé à tous les jeunes adultes d'emprunter le profil révolutionnaire. La réflexion, en exergue, de madame Simonne Monet-Chartrand le laisse sous-entendre. Mais tous les jeunes, dignes de ce nom, devraient pouvoir témoigner en y substituant le vocable de contestataire. La contestation est susceptible de renfermer toutes les aspirations d'une jeunesse fougueuse dans un projet de société exempt de toute médiocrité.

Jacques Gagné, Sainte-Foy

# LES IDÉES DU JOUR

## Nous recueillons les fruits de décisions difficiles

par BRIAN MULRONEY

**Déclaration faite hier, à Ottawa, par M. Brian Mulroney qui a fait part de son retrait de ses fonctions de premier ministre du Canada et de chef du Parti progressiste-conservateur.**

Plus tôt aujourd'hui, j'ai annoncé à mon parti et à mon caucus que je démissionnerai de mes fonctions de chef du Parti progressiste-conservateur du Canada et de premier ministre dès qu'ils m'auront choisi un successeur.

Après bientôt dix ans à la tête du parti et huit ans et demi comme premier ministre, le moment est venu pour moi de céder la place. J'ai servi de mon mieux mon pays et mon parti et j'anticipe déjà le vent de renouveau et la vague d'enthousiasme que suscite inmanquablement l'avènement d'un nouveau chef.

La dernière décennie a été marquée par de nombreux et grands bouleversements qui ont mis le Canada à rude épreuve. Des problèmes épineux et complexes sont apparus et mon gouvernement s'est efforcé de les affronter directement.

Qu'on soit d'accord ou non avec nos solutions, personne ne peut nous accuser d'avoir voulu échapper à nos responsabilités en esquivant les questions les plus controversées de notre temps.

Qu'il s'agisse du libre-échange, de l'ALENA, de la réforme fiscale et de la TPS, des privatisations, de la réduction du déficit, de la lutte contre l'inflation ou de la baisse des taux d'intérêt, nous avons pris les décisions difficiles qui s'imposaient et nous commençons aujourd'hui à en recueillir les fruits: le Canada redevient compétitif, nos exportations augmentent rapidement et notre prospérité future s'en trouve assurée.

Notre engagement envers la justice sociale s'est traduit par des initiatives à l'égard des personnes handicapées, des travailleurs défavorisés, des enfants et de l'environnement.

Nos efforts dans ce domaine ont d'ailleurs été reconnus de façon éclatante lorsque, en 1992, le Canada s'est classé au tout premier rang parmi 160 pays selon

l'Indice de développement humain des Nations unies, ce qui revient à dire qu'il offre la meilleure qualité de vie au monde.

Nous avons aussi fait en sorte que le Canada puisse jouer un rôle efficace et responsable dans les affaires mondiales: qu'on songe à notre contribution sensiblement accrue aux Nations unies et à leurs opérations de maintien de la paix partout dans le monde, à notre lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, à nos efforts pour instituer le Sommet de la francophonie, à nos initiatives pour faire triompher la démocratie à Haïti, ou à notre participation active à la coalition des Nations unies qui a expulsé les Irakiens du Koweït.

Dans l'histoire à suivre de notre unité nationale, notre gouvernement a présenté ce qui ne s'était jamais vu depuis 1867: un vaste ensemble de modifications constitutionnelles approuvées à l'unanimité, tant dans l'entente du lac Meech que dans celle de Charlottetown. C'étaient des tentatives honnêtes et appropriées pour renforcer l'unité du Canada tout en restant fidèles à la philosophie des Pères de la Confédération.

Il appartiendra maintenant à l'histoire de porter un jugement définitif sur ce que nous avons fait et ce que nous léguons à nos successeurs.

J'ai toujours pensé qu'un chef politique national au Canada devait être capable de trois choses:

— premièrement, mener son parti à la victoire;

— deuxièmement, gouverner efficacement pendant une bonne période de temps, avec l'aide d'un caucus parlementaire solidement uni;

— et troisièmement, voir à ce que sa propre succession se fasse au moment propice et de manière constructive. J'ai franchi les deux premières étapes et le moment est



M. Brian Mulroney avec sa famille à l'occasion d'une visite qu'il a faite, il y a quelques années, à Baie-Saint-Paul, municipalité de la circonscription qu'il représente toujours au Parlement canadien.

venu pour moi de passer à la troisième.

Après avoir traversé une période très difficile, l'économie est en pleine reprise et toutes les prévisions annoncent une croissance vigoureuse et une prospérité durable pour les prochaines années. Notre parti remonte la pente depuis quelques mois et occupe maintenant la deuxième place dans les sondages d'opinion publique. Comme l'économie continuera de se redresser et que les partis régionaux continueront de baisser dans la faveur populaire, il m'apparaît évident que la prochaine élection se disputera entre les libéraux et nous-mêmes.

Depuis deux ans sous la gouverne de John Tory et de Pierre

Blais, notre organisation électorale est fin prête à mener ce qui sera peut-être la campagne la plus efficace que le Canada ait connue. J'ai toujours veillé à ce que les finances du parti affichent un solde positif, si bien que ce matin, grâce à de grands efforts et à une gestion prudente, le Parti progressiste-conservateur du Canada bénéficie d'un solide surplus financier.

Après une course au leadership et un congrès qui promettent d'être passionnants, je vais donc transmettre à mon successeur un gouvernement et un parti en très bon état, prêts à mener et remporter la prochaine campagne électorale.

Je tiens à remercier aujourd'hui de leur amitié, de leur fidélité et de leur appui tous les membres de mon parti, de mon caucus, de mon cabinet et de mon personnel. C'est grâce à leur solidarité que notre gouvernement a pu faire tout ce qu'il a fait.

Je remercie Mila et les enfants, qui ont su traverser avec beaucoup de sérénité les moments difficiles et qui, avec grâce et bonne humeur, ont rendu possible ma contribution à la vie publique canadienne.

J'ai aussi une énorme dette envers les gens de Central Nova et de la Côte-Nord du Québec — de Petite-Rivière-Saint-François jusqu'à Blanc-Sablon — qui m'ont toujours si bien appuyé.

Mais d'une façon très particulière, ma gratitude va à tous les Canadiens et Canadiennes qui m'ont conféré le plus grand privilège que puisse connaître un citoyen de ce pays.

En tout temps, j'ai consacré chacun de mes efforts à notre rêve commun, celui d'un Canada meilleur, plus uni et plus prospère, pour eux et leurs enfants. Je n'ai pas toujours réussi, mais j'ai toujours essayé de faire ce qui serait bon pour le Canada à long terme, non ce qui serait politiquement populaire à court terme.

Je pars donc le coeur plein de reconnaissance et de bons vœux pour tous ceux et celles que j'ai côtoyés au long de cette magnifique expérience. Bonne chance à tous et à toutes.

# VENTE FIN DE SAISON

Vu le succès remporté, nous continuons

de payer la TPS pour les 4 prochains jours

### - 500\$

	REGULIER	SPECIAL
* Veste loup	1 195\$	295\$
Cuir ¾ garni mouton de Perse noir	1 195\$	395\$
Pelisse longue doublée seal français	995\$	395\$
Cuir ¾ doublé fourrure	995\$	495\$
Pelisse pour homme doublée de seal français	1 195\$	495\$
* Renard teint bourgogne	1 995\$	495\$

### - 1 000\$

	REGULIER	SPECIAL
Cuir long brun	1 695\$	595\$
Jaquette renard bleu ou teint lynx (2)	1 895\$	595\$
Pelisse doublée seal français garnie vison	1 595\$	695\$
Pelisse micro-fibre avec capuchon garni renard	1 295\$	795\$
* Pelisse ¾ doublée de pattes de vison	1 995\$	895\$
Chat sauvage peaux allongées	2 195\$	995\$
* Vison ¾, violet, ranch ou demi-buff	2 495\$	995\$
Jaquette vison Ranch ou Mahogany	2 495\$	995\$

### - 1 500\$

	REGULIER	SPECIAL
* Vison demi-buff peaux allongées	2 895\$	1 295\$
* Vison saphir peaux allongées	2 995\$	1 295\$
* Castor long poil	2 295\$	1 395\$
* Vison femelle peaux allongées	5 995\$	1 495\$
* Blaireau teint vert	2 699\$	1 495\$

### PLAN MISE DE CÔTÉ

La seule et unique occasion de se procurer une fourrure.



NOUS PAYONS LA TPS

DERNIER DIMANCHE OUVERT le 28, de midi à 17 heures

12 MOIS SANS INTÉRÊT\*\*

BALANCE DE STOCK DE PRINTEMPS FOURRURES

RABAIS INCROYABLES jusqu'à 75%  
Marchandises de fin de lignes

PRÉMONT FORGUES

FOURRURES DEUX NOMS... UNE RÉPUTATION

PLACE DE LA CITÉ • SAINTÉ-FOY (418) 654-3660

### - 2 000\$

	REGULIER	SPECIAL
* Pelisse doublée vison garnie renard	3 495\$	1 595\$
Vison blanc peaux allongées	3 995\$	1 695\$
Jaquette vison Ranch peaux allongées	2 395\$	1 695\$
Castor long poil garni renard	2 695\$	1 695\$
* Renard des prairies	3 695\$	1 695\$
Jaquette renard indigo ou cristal	2 495\$	1 895\$
Queues de vison garni de renard	3 295\$	1 995\$
* Castor rasé teint bleu marine	3 695\$	1 995\$

### - 3 000\$

	REGULIER	SPECIAL
* Vison Ranch avec renard indigo	2 995\$	2 195\$
Parka vison femelle pleines peaux	2 695\$	2 195\$
Castor long poil garni chat sauvage rasé	3 295\$	2 295\$
* Rat musqué rasé ¾ réversible teint bourgogne	3 695\$	2 695\$
* Renard des prairies ¾ modèle Swing	4 195\$	2 995\$
Vison bleu iris peaux allongées	4 995\$	2 995\$

### - 4 000\$

	REGULIER	SPECIAL
* Castor rasé naturel	3 895\$	3 195\$
* Pattes vison rasé teint roses	4 195\$	3 295\$
Vison Ranch femelle modèle Couturier	4 295\$	3 295\$
* Rat musqué rasé teint violet avec capuchon	4 895\$	3 695\$

### + 4 000\$

	REGULIER	SPECIAL
* Vison femelle ¾ Black Glama	5 495\$	4 295\$
* Vison Ranch femelle ¾ avec insertions castor rasé	6 295\$	5 295\$
* Castor rasé ¾ teint noir avec motifs multicolores	6 895\$	5 695\$
Vison Ranch femelle modèle Nina Ricci	8 495\$	6 995\$

\* Un seul manteau disponible  
\*\* Sur tout achat de 995\$ et plus  
RÉDUCTION SUR L'INVENTAIRE COMPLET ET SUR DES MANTEAUX DÉJÀ RÉDUITS À PARTIR DU PRIX ORIGINAL  
• Sujet à vente préalable  
• Vente finale. Quantités limitées  
• Cette promotion ne s'applique pas sur la marchandise déjà vendue

Rencontre avec les jeunes à la permanence du PLQ

# Première sortie officielle de Bourassa demain

QUÉBEC — Le premier ministre Robert Bourassa rencontrera, vendredi à 16 h, à la permanence du Parti libéral du Québec (PLQ) de Montréal, les membres du Comité de coordination de la Commission jeunesse.

par PIERRE APRIL  
de la Presse canadienne

L'événement permettra aux représentants des médias de rencontrer M. Bourassa pour les quelques minutes que durent habituellement une séance de photographie destinée à la presse.

Cette information a été confirmée, hier, par la porte-parole du premier ministre Mme Sylvie Go-

din qui a par ailleurs précisé que M. Bourassa passera sûrement quelques heures aux bureaux du PLQ puisqu'il s'entretiendra par la même occasion avec les membres de l'exécutif, comme c'est la coutume à la veille d'un Conseil général.

Mme Godin a indiqué que M. Bourassa a choisi de faire sa première apparition publique en compagnie des jeunes d'abord parce qu'il avait rencontré les

deux candidats à la présidence avant son départ pour Washington au début du mois et ensuite parce que son hospitalisation l'avait empêché de se rendre à la réunion de la Commission jeunesse à Saint-Élie-de-Caxton, la fin de semaine suivante.

M. Bourassa ne pourra pas participer aux délibérations du Conseil général du PLQ qui se tiendra, en fin de semaine, à Montréal.

C'est le vice-premier ministre Mme Lise Bacon qui présidera l'événement.

En principe, le premier minis-

tre doit retourner au National Institute of Health (NIH) de Bethesda, dans la région de Washington, samedi, pour y subir la seconde et dernière série de traitements à l'interleukine-2.

Cette activité publique de M. Bourassa à la permanence du PLQ

sera la première depuis qu'il a quitté le Québec, le 6 février, pour le NIH.

Depuis son retour au Québec, le premier ministre est demeuré à sa résidence d'Outremont où il a été en mesure de rencontrer ses principaux collaborateurs.

## 3,9 millions pour les recherches du docteur Rosenberg

MONTRÉAL (PC) — L'Institut national du cancer aux États-Unis vient d'approuver le financement de recherches controversées menées par le Dr Steven Rosenberg, le médecin qui traite le premier ministre Robert Bourassa pour un cancer de la peau.

Le Dr Rosenberg obtiendra moins que les 3,9 millions \$ qu'il demandait pour ses travaux, qui n'ont rien à voir avec le traitement à l'interleukine-2 administré au premier ministre. Le nouveau traitement sur lequel il travaille a été critiqué par certains scientifiques qui jugent qu'il pourrait être plus dangereux que le cancer qu'il est censé traiter.

À Bethesda, au Maryland, le Dr Bruce Chabner, directeur de la division du traitement du cancer de l'Institut, a indiqué en entrevue téléphonique que le Dr Rosenberg

recevrait d'abord environ 2,5 millions \$, puis, possiblement une somme additionnelle, selon la façon dont se dérouleront les travaux.

Le Dr Chabner a ajouté que l'argent servira à financer les travaux du Dr Rosenberg sur l'immunothérapie, incluant sa thérapie génétique controversée.

Ces recherches n'auront aucun impact sur le traitement que le premier ministre Bourassa a commencé à suivre, la semaine dernière, puisque le financement des travaux ne débutera qu'en 1995, a précisé le Dr Chabner.

### Renseignements personnels

## Les banques préfèrent l'autoréglementation

QUÉBEC (PC) — Les banquiers préfèrent l'autoréglementation plutôt qu'une loi pour protéger les renseignements personnels dans le secteur privé. Les associations de consommateurs, elles, estiment que le gouvernement devrait aller beaucoup plus loin qu'il ne le fait, alors que les membres des corporations professionnelles ne veulent pas que la loi s'applique à leurs dossiers.

Tous ces points de vue contradictoires ont été formulés, hier, à la commission parlementaire qui étudie le projet de loi 68 visant à protéger les renseignements personnels contenus dans les banques privées de données.

L'Association des banquiers canadiens (l'ABC) a d'abord souligné que les banques relèvent du gouvernement fédéral et ne sont

donc pas assujetties à la réglementation québécoise.

Mais dans un mémoire conjoint, l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) du centre de Montréal et la Fédération nationale des associations de consommateurs (FNACQ) estiment que la protection des renseignements personnels doit être mieux balisée.

**DISQUETTES**  
**5.99\$**  
35 HD 1.44 Mo  
BOITE DE 10  
CLUB DOS, Voir page B-10

**RELÂCHE SANTÉ**  
Faites le bon choix pour une période de relâche reposante et énergisante. Un séjour santé à l'Auberge Philippe-Aubert.  
**2 jours 195\$ + taxes**  
**3 jours 292\$ + taxes**  
Ces prix sont par personne en occupation double et incluent 3 repas et 1 soin par jour.  
Pourquoi aller plus loin que  
L'Escale du mieux-être à...  
**L'AUBERGE PHILIPPE-AUBERT INC.**  
Ouvert à l'année  
ST-JEAN-PORT-JOLI à une heure de Québec  
Dépliant et réservation : (418) 598-3311

**MannEquin**  
Regina n'a qu'une hâte, vous présenter sa fabuleuse collection printemps...  
Dernier coup de vent sur les vêtements de la collection automne-hiver!  
Tout est réduit à **39.95\$**  
ACHÉTEZ UN PREMIER ARTICLE À 39.95\$ ET OBTENEZ EN UN DEUXIÈME POUR 10\$  
GROUPE SPÉCIAL à 9.95\$  
Stationnement gratuit pour nos clientes  
OUVERT LE DIMANCHE  
PLACE de la CITÉ  
2635, Hochelaga Sainte-Foy

**DE RETOUR À LA DEMANDE GÉNÉRALE**

# Du jamais vu

Pour la toute première fois, Audio Centre et Bang & Olufsen offrent une vente-liquidation Bang & Olufsen!

**20% DE RÉDUCTION SUR TOUS LES DÉMONSTRATEURS AUDIO ET SUR CERTAINS MODÈLES ... ATTENTION: QUANTITÉS LIMITÉES. PREMIER ARRIVÉ, PREMIER SERVI!**

**CETTE FIN DE SEMAINE SEULEMENT**  
Le fameux mini-système 2500 de Bang & Olufsen  
PLUS les fabuleuses enceintes Beolab 3000  
Rég. 5200\$ SUPER SPÉCIAL

**3799\$**

**Bang & Olufsen Center**

**CETTE FIN DE SEMAINE SEULEMENT**  
Téléphone avant-gardiste ultra-sophisticqué Bang & Olufsen  
Rég. 250\$ Seulement  
**169\$**

**Bang & Olufsen**  
**CETTE FIN DE SEMAINE SEULEMENT**  
Écouteurs design Bang & Olufsen  
Prix de liquidation  
**99\$**  
**NE SONT PLUS DISPONIBLES**

**CETTE FIN DE SEMAINE SEULEMENT**  
Haut-parleurs Beolab 3000 de Bang & Olufsen à MOITIÉ PRIX:  
Rég. 2800\$ Seulement  
**1399\$**

**Bang & Olufsen**  
**CETTE FIN DE SEMAINE SEULEMENT**  
La meilleure opportunité de découvrir le monde merveilleux de Bang & Olufsen.

**audio centre**  
750, côte de la Pente-Douce (à l'angle de la côte-Belvédère) 687-0909

**Bang & Olufsen**  
Beolab 8000